



LE DEVOIR

Harper courtise les usagers des transports en commun

Les déplacements en autobus, en métro et en train seraient déductibles d'impôt sous un gouvernement conservateur

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Reprenant l'offensive à moins de deux mois de la rentrée parlementaire prévue le 26 septembre à Ottawa, le chef du Parti conservateur, Stephen Harper, annoncera demain qu'un éventuel gouvernement aux couleurs du PC rendrait l'utilisation des transports en commun déductible d'impôt.



Stephen Harper

Une économie d'au moins 100 millions pour les usagers à l'échelle du pays

Sous un gouvernement conservateur, les utilisateurs actuels et les nouveaux adeptes réguliers des transports en commun seraient récompensés en voyant leurs dépenses de déplacement en métro, en train et en autobus être moins élevées à la fin de l'année, grâce à une déduction d'impôt.

Selon les informations obtenues par *Le Devoir*, le PC proposera une déduction d'impôt directement liée au taux d'imposition sur le revenu. Par exemple, si l'utilisateur gagne 40 000 \$ par année et doit payer 21 % de son salaire en impôt fédéral, il pourra réduire de 21 % la facture annuelle de ses déplacements en transports en commun.

À Montréal, où le prix de la passe mensuelle atteint 61 \$ par mois, c'est donc 732 \$ par année que l'utilisateur régulier du métro et des autobus doit sortir de sa poche. Avec la formule du

Parti conservateur, cette personne économiserait 21 % de 732 \$, soit 153 \$ par année.

«L'annonce sera faite jeudi [demain] et ça va beaucoup aider les utilisateurs des transports en commun», a expliqué au *Devoir* une source conservatrice. Ce plan pourrait également comprendre quelques mesures supplémentaires, puisqu'une source a précisé que «toute la famille pourrait aussi en profiter».

VOIR PAGE A 8: HARPER

Grand Nord québécois

Les pièges de la justice venue du Sud

Notre journaliste effectue un séjour d'une semaine dans le Grand Nord québécois, à Puvirnituq, petit village de la côte est de la baie d'Hudson, à la hauteur du 60° parallèle, au Nunavik. Elle s'y est rendue à l'invitation du Fonds Claire L'Heureux-Dubé pour y rencontrer 15 femmes inuites, réunies pour témoigner de leur situation.

HÉLÈNE BUZZETTI

Il n'y a pas que les matériaux de construction, le mazout et les légumes frais que le Nunavik importe du Sud. Il y a aussi les tribunaux et les juges qui les président. Mais ce système de justice itinérante a parfois pour conséquence une... absence de justice, déplorent certaines femmes inuites.

La conversation allait rondement au sein du groupe constitué d'une vingtaine de femmes provenant du Grand Nord et du Sud urbain réunies au camp Béluga à Puvirnituq. Trop rondement peut-être. A tour de rôle, les 15 participantes inuites — chacune représentant un des 14 villages du Nunavik plus la communauté de Chisasibi en territoire cri — dressaient presque à contrecœur la liste des problèmes de leurs communautés respectives, craignant que la journaliste présente ne retienne que ces éléments négatifs.

VOIR PAGE A 8: INUITES

INDEX

Actualités	A 2	Éditorial	A 6
Annonces	B 4	Idées	A 7
Avis publics	B 6	Météo	B 6
Carières	B 5	Monde	A 5
Culture	B 8	Sports croisés	B 6
Décès	B 4	Mots	B 6
Économie	B 1	Télévision	B 7

297 passagers sains et saufs

Un Airbus 340 d'Air France fait une violente sortie de piste à l'aéroport Pearson et prend feu: vingt-deux blessés légers



REUTERS/CTV

Cette image tirée d'un extrait vidéo montre le Airbus 340 de la compagnie Air France en flammes, au bout du tarmac de l'aéroport Pearson de Toronto, tout près de l'autoroute 401. L'avion a pris feu après avoir raté son atterrissage, pour des raisons encore inconnues mais qui pourraient être reliées aux conditions météorologiques.

Deux cent quatre-vingt-dix-sept passagers et 12 membres d'équipage d'un Airbus 340 d'Air France l'ont échappé belle hier, à Toronto, quand l'avion dans lequel ils prenaient place depuis Paris a complètement raté son atterrissage pour aller atterrir dans un fossé en bout de piste, en plein orage, à l'aéroport Pearson. Au moins 22 passagers ont été légèrement blessés, mais on ne déplore aucune perte de vie malgré la violence de l'incendie qui a rapidement ravagé l'appareil au sol.

Les causes exactes de l'accident demeurent encore inconnues au moment de mettre sous presse. Une enquête conjointe a été ouverte par le ministère français des Transports en collaboration avec les

autorités aéronautiques canadiennes. Des enquêteurs du Bureau d'enquête et d'analyse des accidents (BEA) français partiront ce matin pour Toronto. Le ministre des Transports français, Dominique Perben, a réglé au téléphone, tard hier, les modalités de l'opération avec son homologue canadien, Jean Lapierre.

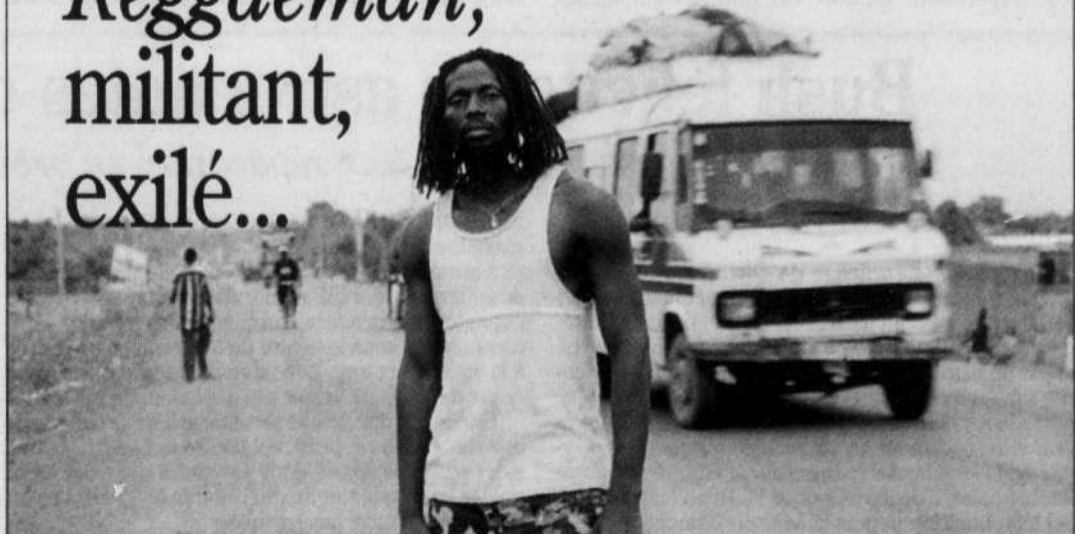
L'avion a atterri à 16h03 locales. Il est sorti de la piste au bout du tarmac et s'est immobilisé environ 200 mètres plus loin, a-t-il précisé. «Les services de secours ont réagi immédiatement. Les passagers ont été évacués», a dit Steve Shaw, un responsable de l'aéroport de Toronto, précisant que le feu s'était ensuite déclaré et que l'avion avait été très sérieuse-

ment endommagé. Plusieurs heures ont été nécessaires avant de maîtriser l'incendie. Deux autobus ont entre-temps transporté des passagers au centre médical de l'aéroport. Selon Air France, «il y a quelques blessés légers qui n'inspirent pas d'inquiétude dans l'immédiat».

Le vol AF358 d'Air France, en provenance de l'aéroport Charles de Gaulle, a atterri dans des conditions météorologiques difficiles, alors qu'il y avait un violent orage avec éclairs à Toronto. Les rapports météorologiques indiquaient aussi la présence de fortes rafales de vent et de grêle.

VOIR PAGE A 8: AIRBUS

Reggaeman, militant, exilé...



YOURI LENQUETTE

Tiken Jah Fakoly est au Spectrum ce soir à 19h. «Je fais simplement du reggae. C'est une musique qui a un message, qui défend les opprimés. Je suis la ligne tracée par Bob Marley et Peter Tosh.»

On voit en lui un nouveau Bob Marley; il s'appelle Tiken Jah Fakoly et il est Ivoirien

BERNARD LAMARCHE

Merci à Ludwig Wax, le chanteur de la formation rock montréalaise Le Nombre. Lors d'une entrevue la semaine dernière, il nous a fortement suggéré de causer avec Tiken Jah Fakoly, le reggaeman de la Côte-d'Ivoire. Wax revient d'un séjour de neuf mois passés dans un des pays les plus pauvres de la planète, le Niger, et nous assure que là-bas, Fakoly est vu comme rien de moins qu'un messie.

Loin de l'allure menaçante qu'il affiche sur la pochette de son inspirant dernier disque, *Coup de gueule*, Fakoly est particulièrement aimable à l'autre bout du fil. Lorsqu'on lui soumet cette idée

qu'il puisse être perçu comme un «sauveur» de la même trempe, autrefois, que Bob Marley, Fakoly se fait même humble. Celui dont le reggae est résolument moderne, entre les traditions jamaïcaines et africaines, répond de sa voix chaude et feutrée qu'il ne fait que son travail. «Ce n'est pas à moi de dire si je suis ceci ou si je suis cela. Je fais simplement du reggae. C'est une musique qui a un message, qui défend les opprimés. Je suis dans la ligne tracée par Bob Marley et Peter Tosh. Je joue le vrai rôle qu'un reggaeman doit jouer. Je laisse les gens apprécier le travail que je fais à travers cette musique.»

Issu de l'ethnie malinké, Fakoly est le descendant d'un chef guerrier, Fakoly Koumba Fakoly Daaba, et

VOIR PAGE A 8: FAKOLY

LES AVENTURES DU FAUX (4)



Elmyr de Hory, le caméléon

■ À lire en page A 4

BQ BIBLIOTHÈQUE QUÉBÉCOISE

www.livres-bq.com

Daniel Poliquin

L'Obomsawin

Toute une société contre un artiste

192 pages • 8,95 \$

En vente dans toutes les bonnes librairies

• LES ACTUALITÉS •

Andrée Champagne, sénatrice

En plus de la comédienne,
Paul Martin nomme un ancien bras droit au Sénat

SYLVAIN LAROCQUE

Ottawa — Le premier ministre Paul Martin y est allé hier d'un coup d'éclat au Sénat: en plus d'y nommer la comédienne Andrée Champagne, il a fait signe à Dennis Dawson, son ancien bras droit, au maire de Vancouver, Larry Campbell, et à Hugh Segal, ancien chef de cabinet de Brian Mulroney. M. Martin a aussi appelé l'homme d'affaires et philanthrope manitobain Rod Zimmer à la Chambre haute.

«C'est quelque chose à quoi je n'avais vraiment pas pensé», a confié Mme Champagne. «J'ai été la fille la plus surprise de la Terre quand on m'a appelée et j'en suis très honorée. Je me prépare à reprendre du service.»

Andrée Champagne, qui a été candidate conservatrice lors de la campagne électorale de juin 2004, ambitionne de «rajouter un peu de progressisme au parti» dirigé par Stephen Harper. «C'est de l'intérieur qu'il faut le faire», estime-t-elle.

Mme Champagne s'est illustrée par son rôle de Donald dans la populaire série télévisée *Les Belles Histoires des pays d'en haut*. En 1984, elle a été élue députée conservatrice et a été, pendant deux ans, ministre d'État à la Jeunesse dans le premier cabinet Mulroney. Elle a ensuite été la première femme à occuper le poste de vice-présidente de la Chambre des communes (de 1990 à 1993). Elle siégea au Sénat à titre de membre du Parti conservateur.

La nomination de Dennis Dawson a toutes les apparences d'une affaire partisane. Lors de son élection aux Communes en 1977, sous la bannière libérale, M. Dawson

était l'un des plus jeunes députés fédéraux de l'histoire canadienne. Il a représenté la circonscription de Louis-Hébert, dans la région de Québec, jusqu'en 1984. Proche collaborateur de M. Martin depuis l'entrée en politique de ce dernier, en 1988, M. Dawson a été l'un des principaux stratèges de sa campagne pour déloger Jean Chrétien, de 2000 à 2003. Il portera les couleurs libérales à la Chambre haute.

Pas de réforme

En nommant deux conservateurs au Sénat, Paul Martin neutralise, en quelque sorte, d'éventuelles critiques de l'opposition officielle à l'égard de l'accession de Dennis Dawson au Sénat. Il sera aussi difficile pour le parti de droite de dénoncer le fait que ces nominations sont faites, une fois de plus, en l'absence d'une réforme de la Chambre haute.

Andrée Champagne ne s'est d'ailleurs pas formalisée de cette lacune. «Ce n'est pas parce qu'on veut changer de voiture qu'on n'utilise plus celle qu'on a», a-t-elle soutenu.

Les conservateurs prônent depuis des années la mise en place d'un Sénat élu, efficace et plus représentatif des provinces de l'Ouest. Paul Martin s'est dit d'accord avec de tels changements. Mais comme ils nécessiteraient un amendement constitutionnel, le gouvernement minoritaire de M. Martin ne prévoit aucune réforme pour l'instant.

Stephen Harper a bien accueilli la nomination de Mme Champagne et de M. Segal. «L'un et l'autre sont des personnes de grande expérience dans le service pu-

blic qui apporteront de réelles contributions à la vie politique canadienne», a-t-il déclaré dans un communiqué. «Le Parti conservateur reste convaincu que les sénateurs devraient être élus, et ce sera le cas au sein de tout gouvernement conservateur.»

Hugh Segal a œuvré dans les coulisses du pouvoir fédéral pendant les années Mulroney. Il était jusqu'à tout récemment président de l'Institut de recherche en politiques publiques, basé à Montréal, et professeur à l'université Queen's, de Kingston. Il représentera les conservateurs au Sénat.

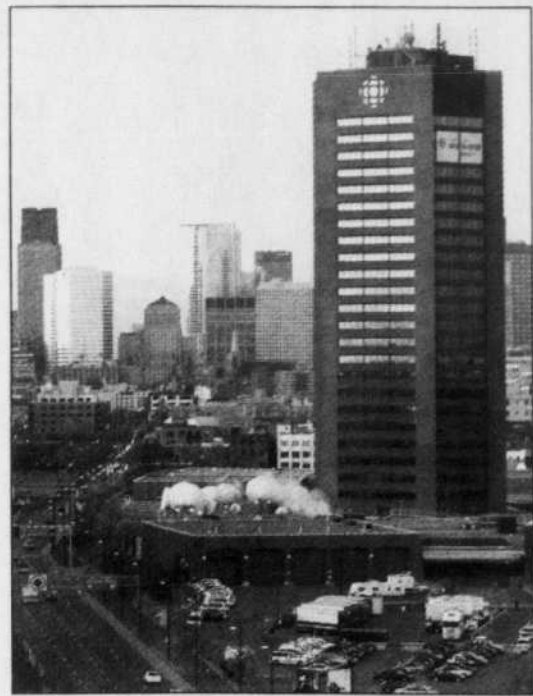
Après un mandat à la Ville de Vancouver, Larry W. Campbell a annoncé en juin qu'il ne se représenterait pas lors des élections de novembre prochain. «Je ne suis pas un politicien», avait alors dit l'ancien policier et coroner, fort populaire dans sa ville. Or, il est maintenant sénateur libéral.

Quant à Rod Zimmer, il a été directeur du marketing et des communications de la Fondation manitobaine des loteries (1985-93), président du Royal Winnipeg Ballet (1989-91) et vice-président de la Pan American Games Society (1995-98). Il représentera les libéraux.

Après des mois de tergiversation, Paul Martin a maintenant pourvu la quasi-totalité des sièges vacants au Sénat. Il n'en reste plus que deux.

Les sénateurs, qui doivent se retirer à l'âge de 75 ans, gagnent 116 000 \$ par année, sans compter les avantages sociaux.

Presse canadienne



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

L'avenir du français dans les médias est plutôt rassurant, selon une étude du Conseil supérieur de la langue française.

Français dans
les médias:
il y a place
à amélioration

NORMAN DELISLE

Québec — La qualité du français utilisé dans les médias québécois est acceptable, mais perfectible. C'est ce qui se dégage d'une recension de plusieurs études de spécialistes que vient de publier le Conseil supérieur de la langue française du Québec sous le titre *Le français au Québec, les nouveaux défis*.

«L'avenir du français dans l'information est plutôt rassurant. Au fil des ans, les secteurs de la presse écrite et de l'information radio et télévision ont été moins touchés par les excès de familiarité ou la dégradation relative de certains aspects de la langue», écrit Guy Bertrand, conseiller linguistique à Radio-Canada.

M. Bertrand note que les communicateurs de la radio et de la télévision doivent souvent improviser en direct plusieurs des textes qu'ils livrent.

«Les bafouillages, les lapsus, les tournures lourdes ou un peu maladroites et les impropriétés sans gravité sont excusables dans une émission ou l'improvisation tient une place importante», dit-il.

Dans la plupart des médias, «la simplicité, la convivialité et, dans une certaine mesure, la familiarité sont des qualités médiatiques appréciées et même recherchées par une majorité d'auditeurs et de téléspectateurs».

«Les radiodiffuseurs ne veulent pas retirer à leurs émissions légères cette convivialité tant prisée du public. Ils veulent simplement démontrer qu'on peut présenter des émissions sympathiques et intéressantes dans un français correct et sans prétention», signale M. Bertrand.

Variations linguistiques

Pour sa part, le professeur Luc Ostiguy, de l'Université du Québec à Trois-Rivières, relève que «la radio et la télévision, grand public ou spécialisées, font entendre l'ensemble des variations linguistiques que connaît la communauté québécoise».

Pour certains, note M. Ostiguy, il y a «un relâchement de la langue des émissions de variétés, de certaines œuvres de fiction ainsi que de celle des humoristes».

«La langue parlée des journalistes, considérée par le public comme une référence, n'est pas épargnée non plus». Certains spécialistes «disent ne plus compter les fautes attribuables à l'anglais, les emplois syntaxiques fautifs, les erreurs de prononciation et les tics de langage, les mots et les structures de phrases de registre familier émaillant les bulletins d'information».

Le professeur trifluvien rapporte par ailleurs le jugement d'une spécialiste allemande, Kristin Reinke, qui a étudié la langue des bulletins d'information et des émissions d'affaires publiques des médias québécois, et qui y relève une prononciation généralement «de bonne qualité» par rapport au français standard.

Mme Reinke a étudié 38 émissions d'information diffusées à Radio-Canada, à TVA, à TQS et à Télé-Québec entre février 1999 et février 2000. Elle a analysé la prononciation des animateurs.

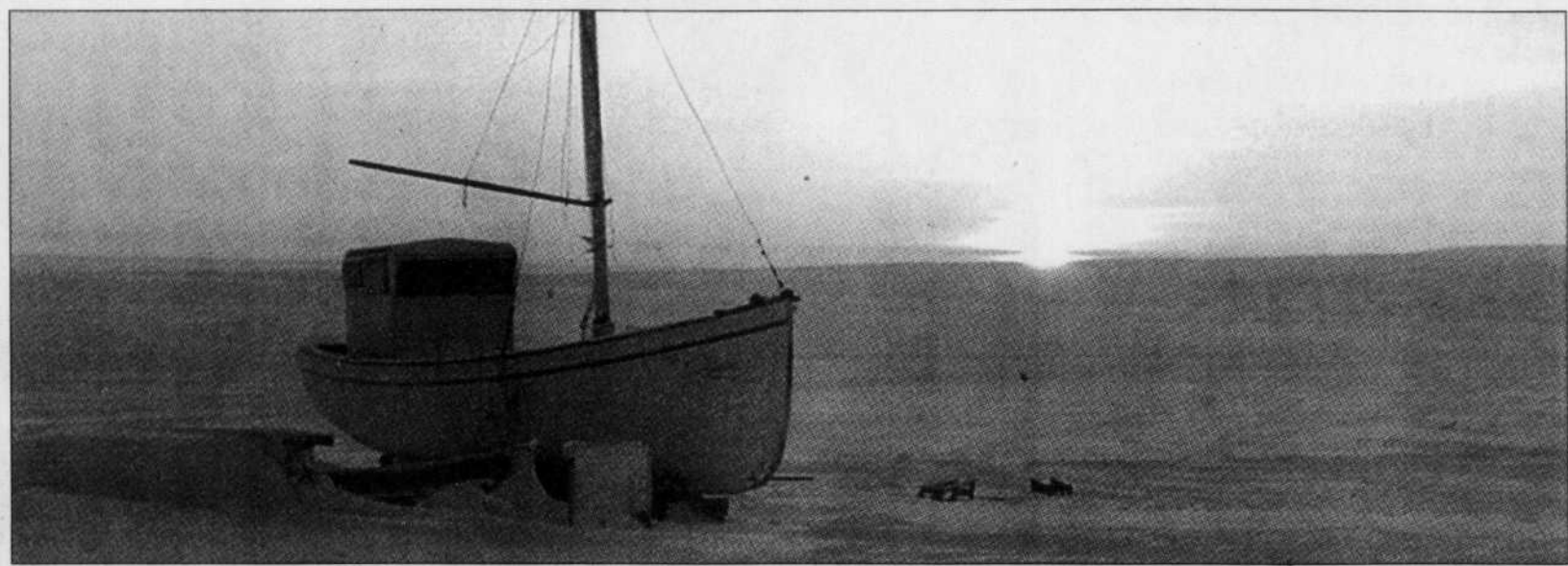
Mais M. Ostiguy met en relief le fait que l'ensemble des observations et des critiques «ne repose pas sur des études vraiment systématiques».

Lui aussi note que l'improvisation à laquelle sont contraints les animateurs de radio et de télévision rend plus difficile leur tâche de rendre leur texte en excellent français.

Enfin, M. Ostiguy mentionne que «la qualité de l'expression orale devrait être un critère d'embauche déterminant, et que les universités s'attachent à l'amélioration de la formation linguistique des communicateurs».

«Beaucoup considèrent que la langue parlée correcte du Québec d'aujourd'hui ne doit pas nécessairement être identique en tous points à celle qui serait entendue ailleurs dans la francophonie», conclut-il.

Presse canadienne



ARCHIVES LE DEVOIR

Le Grand Nord recevra la plus large part de l'investissement, avec 100 millions qui seront consacrés à 30 sites.

Ottawa consacrera 150 millions
à la réhabilitation de sites contaminés

Yellowknife — Le ministre fédéral de l'Environnement, Stéphane Dion, a annoncé hier qu'Ottawa consacrera plus de 150 millions de dollars en 2005-06 à la réhabilitation de près d'une centaine de sites contaminés au Canada.

La plupart des fonds seront consacrés aux régions de l'Arctique, qui comptent plusieurs mines abandonnées et anciennes bases militaires.

«Nous savons quoi faire. Le temps est venu de passer à l'action», a déclaré M. Dion hier, tout juste avant d'annoncer la nouvelle à Yellowknife.

Le ministre a publié une liste de 97 sites toxiques de haute priorité. On en retrouve partout au pays, sauf dans la province de l'Île-du-Prince-Édouard.

La liste comprend notamment la base des Forces canadiennes à Valcartier, au Québec, des réserves en Ontario et trois endroits dans le parc national Pacific Rim, en Colombie-Britannique.

Le Grand Nord recevra toutefois la plus large part de l'investissement, avec 100 millions qui seront

consacrés à 30 sites. «La décontamination des sites coûte plus cher dans le Nord», a indiqué M. Dion.

On prévoit décontaminer au moins 12 mines abandonnées dans les territoires, en plus de continuer à réhabiliter l'ancienne mine Giant, non loin de Yellowknife, où des substances toxiques ont été enterrées par la défunte Royal Oak Mines Inc. On y retrouve notamment 237 000 tonnes de trioxyde de diarsenic.

Un autre site de décontamination sera celui de Port Radium, près de Deline, dans les Territoires du Nord-Ouest, où des mines de radium et d'uranium ont été exploitées pendant la guerre froide.

Dans une autre mine à Colomac, à 210 km au nord de Yellowknife, on retrouve deux bacs de décontamination des résidus contaminés au cyanure, un agent chimique très toxique qu'on utilisait pour l'affinage de l'or.

La plupart des problèmes qu'on retrouve dans le Nord découlent de l'ancienne réglementation, a souligné M. Dion. Quand les compagnies minières déclaraient faillite, c'était le gouvernement fédéral qui devait

composer avec les conséquences environnementales. «Nous avons maintenant une réglementation très stricte, a affirmé le ministre. Les règles du jeu ont complètement changé. Maintenant, le principe du pollueur-payeur est en vigueur et le gouvernement du Canada met en pratique dans sa réglementation.» Les compagnies qui exploitent des mines dans le Nord doivent désormais déposer une garantie qui permet de couvrir les coûts des travaux de décontamination.

L'annonce d'hier fait partie d'un projet qui avait été dévoilé dans le budget de 2004. Un montant de 3,5 milliards sera investi sur une période de 10 ans.

En 2005-06, un montant de près de 139 millions sera consacré aux travaux qu'on effectuera sur les 97 sites. Une autre somme de 14 millions servira à l'évaluation technique de 500 autres sites toxiques. Le gouvernement fédéral a recensé environ 4000 sites contaminés au pays.

Presse canadienne

Bush félicite les astronautes de Discovery

L'équipage se prépare à une réparation en orbite sans précédent

JEAN-LOUIS SANTINI

Houston — L'équipage de *Discovery*, qui a reçu hier les félicitations du président Bush, se prépare à une mission sans précédent et délicate de réparation en orbite du bouclier thermique de la navette par un astronaute pour assurer un retour en sécurité sur Terre.

«Je veux seulement vous dire à tous combien le peuple américain est fier de ses astronautes et vous remercie de prendre des risques pour le futur de l'exploration spatiale», a déclaré George W. Bush lors d'un appel téléphonique depuis la Maison-Blanche à la station spatiale internationale (ISS).

Les sept astronautes de *Discovery* étaient réunis dans un laboratoire de l'ISS avec les deux résidents de la station pour écouter l'appel présidentiel selon des images retransmises à la télévision de la NASA.

La commandante de *Discovery*, Eileen Collins l'a remercié et lui a dit combien les astronautes croyaient dans l'exploration spatiale. «Ce que nous faisons maintenant en vaut vraiment la peine et nous voulons que tout le monde le sache», a-t-elle ajouté.

L'appel du président survenait alors que se prépare une nouvelle mission de sortie dans l'espace dans

moins de 24 heures, qui doit être réalisée par l'astronaute Stephen Robinson.

A partir de 6h30, perché au bout du bras robotisé de 20 mètres de l'ISS manœuvré par James Kelly, le copilote de *Discovery*, Robinson sera très délicatement amené sous le ventre de la navette pour retirer à la main ou couper avec une petite scie deux morceaux de joints de brique qui dépassent de 2,5 cm.

Toutes ces opérations seront suivies à distance par une caméra sur le bras robotisé de la navette. James Kelly et sa collègue Wendy Lawrence pourront alors guider leur collègue Stephen Robinson pour s'assurer qu'il ne heurte pas les tuiles.

La NASA a décidé de procéder à cette opération sans précédent et un peu improvisée, après avoir conclu lundi que ces deux protubérances sur le bouclier thermique de la navette présentaient des risques de températures excessives au moment de sa rentrée dans l'atmosphère à plus de 20 000 km/h.

Stephen Robinson a jugé hier cette tâche simple mais délicate en raison de la fragilité des tuiles thermiques de l'orbiteur. «Cette réparation est très simple mais les tuiles sont fragiles [...] et je dois donc faire extrêmement attention» de ne pas les heurter, a déclaré l'astronaute lors d'une conférence de presse depuis la sta-

tion spatiale internationale, avec tout l'équipage de *Discovery* et les deux résidents de l'ISS. «La chose à laquelle je dois faire le plus attention est le haut de mon casque», a-t-il aussi dit. «Je pense que retirer ces joints juste avec la main ou avec un forceps est une très bonne solution qui ne devrait pas prendre beaucoup de temps», a ajouté cet astronaute.

Robinson a expliqué que l'entraînement et la formation suivis pendant un an s'étaient concentrés sur la réparation des tuiles thermiques dans l'espace. «Cela correspond bien à ce que je dois faire et cela va m'aider» à exécuter cette tâche, a souligné l'astronaute, un ingénieur de formation.

Eileen Collins a indiqué lors de cette conférence de presse que «l'équipage était satisfait» de cette option et était confiante que la navette ferait une rentrée réussie dans l'atmosphère. *Discovery* doit se désarrimer de l'ISS samedi et effectuer son retour au centre spatial Kennedy lundi à 3h47 du matin.

En cas d'échec aujourd'hui, les astronautes essaieraient de nouveau demain et vendredi, avait dit lundi Wayne Hale, le directeur adjoint du programme des navettes.

Agence France-Presse

LE DEVOIR :::: CAHIER SPÉCIAL

RENTREE

SCOLAIRE

Réservation

Le 5 AOÛT

Publié le samedi

13 AOÛT

POLITIQUE

Jacques Olivier jette l'éponge

Le maire accuse Québec d'avoir causé la débâcle du Grand Longueuil

FREDÉRIQUE DOYON

Dans la foulée de la défection de 19 des 26 conseillers de son équipe, en juin dernier, le maire de Longueuil a finalement baissé les bras. Jacques Olivier a annoncé hier qu'il se retirait de la politique municipale et ne participait donc pas à la course à la mairie en novembre prochain. Il terminera toutefois son mandat et restera en poste jusqu'au 31 décembre 2005.

«Après mûre réflexion, j'annonce aujourd'hui que je ne solliciterai pas un autre mandat auprès des citoyens de Longueuil», a-t-il déclaré en conférence de presse à l'hôtel de ville de Longueuil.

Pour expliquer sa volte-face, puisqu'il devait se présenter aux élections à titre de candidat indépendant, M. Olivier a invoqué le manque de motivation à se recréer une équipe. «Pour faire face à la musique, encore faut-il un orchestre», a-t-il ironisé. La loi ne favorise pas cela: un indépendant est toujours à la merci de 26 conseillers.

Réputé pour son caractère combatif et explosif, Jacques Olivier a montré patte douce et joué la carte de l'intégrité, admettant que le départ de ses 19 conseillers avait «beaucoup, beaucoup» influencé sa décision de se retirer. «C'est une des raisons qui m'amè-



JACQUES GRENIER LE DEVOIR
Jacques Olivier a annoncé hier qu'il se retirait de la politique à la fin de son mandat.

ment à ne pas me représenter. Je ne peux pas aller descendre les gens en qui j'ai cru.» Souvent accusé par ses ex-collaborateurs d'agir selon ses caprices, le maire a même reconnu, à demi-mot, sa part de responsabilité dans la débâcle. «Si l'arrogance c'est être persévérant et arriver à quelque chose, oui, je le suis»

Mais il a surtout fait porter l'odieux au gouverne-

ment Charest, lequel a, selon lui, entraîné la débâcle du Grand Longueuil et, dans la suite, celle de son Parti municipal Rive-Sud (PMRS) avec sa loi 9 sur les référendums. «L'avenir s'annonçait très positif pour le nouveau Longueuil jusqu'à ce que le gouvernement du Québec autorise les référendums sur les défusions. En un instant, les guerres de clochers sont réapparues.» S'ensuivirent les querelles pré-référendaires, le départ de quatre arrondissements, les défusions au sein du parti. «Tout cela est venu confirmer le démantèlement de Longueuil.»

M. Olivier poursuivra son mandat jusqu'à la fin de l'année; l'interrompre serait irresponsable, selon lui. L'ancien député fédéral et propriétaire d'un concessionnaire automobile retournera ensuite à la retraite.

Bilan positif

Il tire un bilan positif de ses quatre années de règne. Il a notamment créé l'organisme Développement économique Longueuil et doté Longueuil d'un conseiller en éthique. Le projet de redéveloppement de la zone du métro, en collaboration avec l'Université de Sherbrooke, a aussi vu le jour sous sa gouverne.

Claude Gladu, qui a déclenché la mutinerie de juin dernier, a accueilli la nouvelle avec un respect poli,

par voie de communiqué. «Nous travaillons tous dans le meilleur intérêt de cette ville et continuerons de le faire au cours des prochains mois.»

Après avoir passé 12 ans en politique fédérale, Jacques Olivier est devenu le premier maire du Grand Longueuil fusionné en 2001. Il a mené sa campagne en promettant une forte décentralisation des pouvoirs au sein de la nouvelle grande ville de Longueuil. Il a toutefois perdu quatre arrondissements: Boucherville, Saint-Bruno, Brossard et Saint-Lambert, défusionnés en 2004. En cours de mandat, on lui a reproché d'attribuer de lucratifs contrats, sans appel d'offres, notamment au Groupe Everest, très actif dans la campagne électorale du maire.

En juin dernier, fatigué du comportement de dictateur de son chef, Claude Gladu annonce qu'il forme un nouveau parti avec 14 des conseillers du PMRS, le jour où M. Olivier devait dévoiler sa nouvelle équipe pour les prochaines élections. Quatre autres conseillers lui ont emboîté le pas. À la veille d'un vote de confiance, le maire a quitté le bateau du PMRS, devenant maire indépendant avec une équipe remaniée.

Le Devoir

Un nouveau budget minerait la crédibilité du Canada

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Le Bloc québécois craint que le gouvernement Martin ne mine la crédibilité du Canada face aux marchés financiers s'il s'avise de déposer un nouveau budget à l'automne.

Le *Toronto Star* rapportait hier matin que le ministre des Finances, Ralph Goodale, est à travailler sur des mesures qui pourraient rehausser la popularité des libéraux à l'approche d'un scrutin promis cet hiver et qui iraient au-delà d'une simple mise à jour.

Le critique bloquiste en matière de finances, Yvan Loubier, a qualifié une telle démarche de complètement ridicule. «Ça rend la situation instable. Face aux investisseurs, ce n'est pas une très bonne nouvelle», a-t-il dit à la Presse canadienne. «Tout soubresaut ou tout semblant de perte de contrôle peut affecter tous les agents économiques et les marchés financiers», a-t-il ajouté.

Il a rappelé que les libéraux ont présenté un budget en mai, un autre budget modifié selon la volonté du NPD un mois plus tard, dont les provisions n'entre-ron pas en vigueur avant un ou deux ans et qui a été adopté il y a deux semaines seulement par le Sénat.

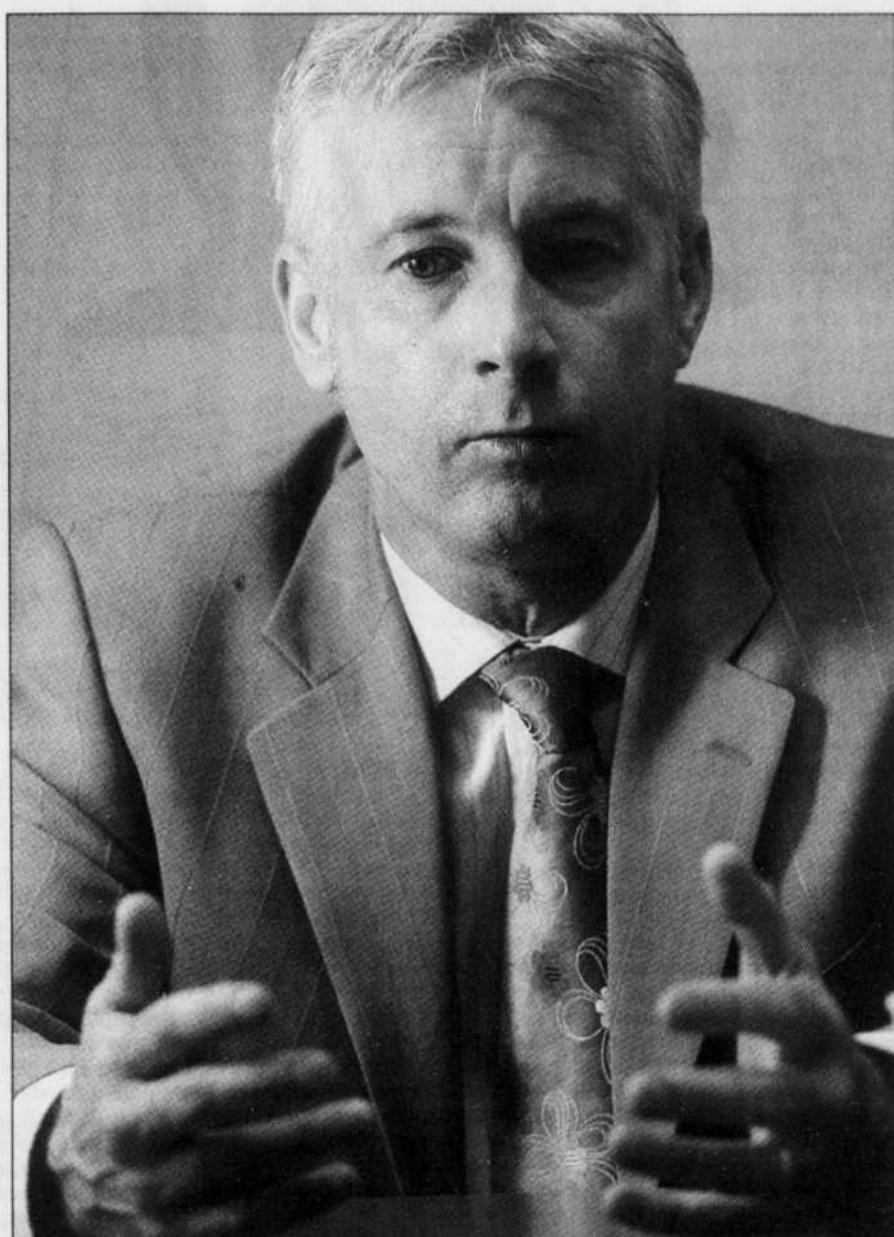
Selon M. Loubier, un troisième budget en quelques mois serait un signe flagrant de déroute qui ne saurait passer inaperçu sur les marchés financiers. Il ajoute que les libéraux seraient irresponsables d'agir ainsi avec les finances publiques.

Cependant, il a accusé les libéraux d'être prêts à toutes les manigances partisanes pour tenter de détourner l'attention du scandale des commandites à l'approche du dépôt du rapport Gomery à ce sujet.

Presse canadienne

Le Sinn Féin lance son opération charme

Le député Shawn Crowe au Devoir



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Le député du Sinn Féin Shawn Crowe, de la République d'Irlande, a amorcé hier à Montréal une tournée canadienne.

L'IRA, M. Crowe insiste pour dire que le désarmement «émane d'une position de force et non de faiblesse», le courant nationaliste ayant le vent dans les voiles sur la scène politique. «Ils ont répondu à l'appel de Gerry Adams lancé le 6 avril. Il disait que, pour la première fois, il est possible d'atteindre les objectifs de l'IRA à travers des moyens politiques; qu'il y a un potentiel d'arriver à la liberté de

l'Irlande et de réaliser la paix», affirme M. Crowe, confiant que le mot d'ordre sera respecté au sein de l'IRA et qu'un «groupuscule» comme l'«IRA véritable» — dissidente de l'IRA — n'aura pas beaucoup d'appuis s'il poursuit dans la lutte armée.

Bâtir la paix

La reprise des pourparlers pour restaurer

les institutions politiques nord-irlandaises — que le gouvernement britannique promet pour septembre — risque d'être ardue. Le paysage politique de l'Irlande du Nord a changé considérablement depuis 1998. Le parti unioniste modéré Ulster Unionist Party, qui avait conclu les accords, a depuis été supplanté par le Democratic Unionist Party du révérend Ian Paisley, tenant de la ligne dure face aux républicains. Le Sinn Féin a aussi pris du galon, supplantant le Social and Democratic Labour Party (SDLP) du côté des nationalistes.

«Le révérend Paisley et son parti, qui font leurs élections en cassant du sucre sur le dos du Sinn Féin, ont une responsabilité envers leurs commettants de s'engager dans la voie de la paix. On espère qu'ils tourneront la page sur le passé et deviendront des bâtisseurs de paix», fait valoir M. Crowe, qui voit dans cette nouvelle donne «une fenêtre d'opportunité politique qui ne s'était jamais ouverte auparavant».

Déjà, le chef du DUP, Ian Paisley, a vilipendé la décision annoncée lundi par le gouvernement britannique de réduire considérablement ses effectifs en Irlande du Nord et mis en garde Londres contre la tentation de prendre pour acquis que son parti discuterait avec le Sinn Féin et cohabiterait éventuellement avec lui au sein d'un gouvernement.

Pour Shawn Crowe, cette démission de l'Irlande du Nord fait figure de symbole. «Ailleurs dans le monde, on a vu des symboles démantelés, comme des statues déboulonnées. En Irlande, les symboles qu'on voit démantelés, ce sont les bases militaires, la police armée et les soldats dans la rue. Il y a plus de soldats britanniques en Irlande du Nord qu'en Afghanistan et en Irak réunis», lance-t-il en soulignant que l'économie des six comtés d'Ulster repose essentiellement sur le conflit.

Il espère qu'une plus grande collaboration entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord donnera un coup de pouce à cette économie pour l'instant dépendante des dépenses militaires. «Il faut permettre au succès de l'économie irlandaise de rejazzir sur le Nord», plaide-t-il.

Le Sinn Féin n'abandonne pas pour autant son rêve d'une Irlande unie, mais concentre pour l'instant ses énergies sur l'instauration d'un gouvernement nord-irlandais. «Nous voyons cela comme une période de transition qui, nous l'espérons, va mener à une Irlande unie. Ce serait une décision prise par le peuple lui-même», fait valoir M. Crowe, qui juge pour l'instant plus urgent de «faire reculer le sectarisme, de mettre fin à l'apartheid social et à la discrimination».

Le Devoir

Île René-Levasseur: les Innus acceptent de discuter avec Québec et Kruger

Une rencontre tripartite aura lieu demain

JOCELYNE RICHER

Québec — Les Innus de Betsiamites ont finalement accepté, hier, de participer demain à une rencontre tripartite avec le gouvernement Charest et la compagnie Kruger en vue de discuter de la récupération du bois brûlé sur l'île René-Levasseur (Côte-Nord).

Hier matin, à Montréal, devait avoir lieu une première rencontre tripartite sur ce dossier, mais les Innus ont refusé d'y participer si les représentants de Kruger étaient présents.

Ces derniers ont donc dû s'absentir et la rencontre n'a réuni que le ministre des Ressources naturelles, Pierre Corbeil, et les représentants de la communauté innue. La direction de Kruger a jugé l'attitude des Innus incompatible avec l'ouverture au dialogue demandée par le juge Pierre Dalfond la semaine dernière.

«Nous ne pouvons que déplorer la décision du chef de la communauté innue de Betsiamites, Ra-

phaël Picard, qui refuse de donner suite à une demande de la Cour d'appel du Québec qui ouvrait la voie au dialogue», a indiqué hier par communiqué le vice-président aux affaires publiques de la papetière, Jean Majeau.

Pour éviter la multiplication des recours judiciaires, le juge avait demandé aux parties de prendre quelques jours pour voir si un terrain d'entente était possible. Les parties ont jusqu'à vendredi pour rendre compte au juge de l'état d'avancement de leurs travaux. Si aucune entente n'est intervenue d'ici là, le juge imposera une décision le 10 août.

Optimisme

Au ministère des Ressources naturelles, on se montrait optimiste, après la rencontre d'hier, d'en arriver prochainement à un accord qui définirait les modalités de récupération du bois brûlé à la suite des incendies de forêt de juin, sur cette île de la Côte-Nord, territoire situé au milieu du réservoir de la Manicouagan.

De son côté, la direction de Kruger a adressé hier au chef Picard une nouvelle invitation à reprendre le dialogue.

Pour leur part, les Innus n'ont pas voulu faire de commentaires sur l'évolution du dossier. Un porte-parole du conseil de Pessamit (Betsiamites) a indiqué que le chef Picard ferait le point demain avec les médias, à Québec.

Au cours de cette conférence de presse, convoquée conjointement avec Greenpeace, le chef Picard et Steven Guilbault, porte-parole de Greenpeace, doivent révéler les résultats d'un sondage Léger-Marketing portant sur la perception des Québécois envers la cause des Innus en matière de gestion forestière.

Pour être jugé utilisable par l'industrie, le bois brûlé doit être récupéré sans tarder, dans les mois qui viennent, d'où l'urgence de trouver un terrain d'entente.

Le 6 juillet, parce qu'il voyait l'urgence d'agir, le juge André Rochon, de la Cour d'appel du Québec, avait autorisé la compa-

gnie Kruger à récolter d'ici novembre 190 000 mètres cubes de bois qui ont brûlé en juin dernier, mais depuis les Innus tentent d'obtenir un sursis d'application de cette décision.

La perte de cette matière ligneuse signifierait de nombreuses pertes d'emploi pour Kruger.

Les autochtones reprochent au gouvernement du Québec d'avoir octroyé un contrat d'approvisionnement à la papetière sans les avoir d'abord consultés.

Ils veulent idéalement que les travaux forestiers soient suspendus sur ce territoire tant que la Cour suprême n'aura pas tranché, sur le fond, la plus vaste question de leurs droits ancestraux. Les audiences doivent débiter en décembre.

En juin, la juge Danielle Grenier, de la Cour supérieure, avait ordonné l'arrêt immédiat de toute activité forestière sur l'île René-Levasseur.

Presse canadienne

EN BREF

Clandestin entre Montréal et Paris

Paris — Le corps sans vie d'un passager clandestin a été retrouvé hier à l'aéroport parisien de Roissy dans le train d'atterrissage d'un avion de ligne d'Air France en pro-

venance de Montréal, a-t-on appris auprès de la compagnie. «Le corps a été découvert à l'occasion d'une visite dans le logement du train d'atterrissage d'un Airbus A330 qui venait d'assurer la liaison Montréal-Paris», a-t-on précisé. Air France n'a pas pu apporter de précisions sur l'identité de la victime. — AP

Restauration de tableaux

œuvres anciennes et contemporaines

FIXIT

Nous restaurons tout... sauf les cœurs brisés!

4652, boul. Décarie, Montréal
514-484-8332
www.themrfixit.com
DEPUIS 1953

LES AVENTURES DU FAUX

4

Elmyr de Hory, le caméléon



MICHEL BRAUDEAU

Un jour de l'été 1961, on vit débarquer dans l'île d'Ibiza un quinquagénaire élégant aux cheveux teints, portant monocle, un expatrié hongrois répondant au nom d'Elmyr Dory-Boutin. Il s'installa d'abord dans une maison simple. Avec ses chandails en cachemire, sa courtoisie désuète très «Mittleuropa», son aisance à parler couramment cinq langues en les estropiant toutes, on le prit pour un rejeton disgracié de la famille royale de Hongrie en exil, ou du moins un baron de sang bleu. La tribu cosmopolite de l'île en avait vu d'autres et l'adopta.

Trois ans plus tard, le noble Hongrois se fit construire une villa, «La Falaise», avec piscine, terrasses fleuries, à pic au-dessus de la mer. Cet affable épicurien, soi-disant amateur de peinture, ne travailla jamais, voyageant à l'étranger en hiver et séjournant en été dans sa somptueuse résidence où il recevait la société mondaine et désargentée de l'île. Nul ne refusait les invitations, mais dans le microcosme cancanier d'Ibiza, on s'interrogeait sur les ressources d'un tel oisif, auquel le barbier de l'île apportait ses soins, chaque dimanche, à pied.

Il fallait croire qu'il avait hérité d'une fortune en œuvres d'art, d'autant qu'il recevait parfois la visite de deux marchands parisiens, Fernand Legros et son jeune camarade Réal Lessard. Le Hongrois ne faisait jamais de confidences, éludait d'un sourire aimable toute question sur son passé. Une fois, il murmura à l'une de ses intimes: «Si j'allais assez mal pour te dire mon secret, tu serais aussi choquée que si je t'avais été Martin Bormann. Ce qui n'est pas le cas...»

Et il reprit aussitôt le cours de son *name-dropping*, la litanie habituelle de ses relations invérifiables avec Tennessee Williams, Salvador Dali, le prince Youssouf et autres «vieux amis», à Paris, Rome ou New York. Il n'était pas Martin Bormann, le dauphin d'Hitler, certes, mais pas non plus un touriste hongrois en vacances.

Sous des noms d'emprunt — baron Elmyr von Houry, Elmyr Herzog, Louis Cassou, baron Elmyr Hoffman, Josef Dory, E. Raynal, Joseph Dory-Boutin, entre autres —, le suave Elmyr de Hory était un des meilleurs faussaires de son temps. Le brouillard dont il s'entourait se dissipa en 1967, quand éclata le procès Meadows, où furent impliqués ses deux marchands, Legros et Lessard, les mêmes qui étaient censés gérer sa collection invisible.

Elmyr, le plus âgé des trois, né en 1905, avait grandi au sein d'une riche famille de Budapest jusqu'au divorce de ses parents. A 18 ans, attiré par l'art et désireux de cacher son homosexualité, il avait étudié à Munich puis à Paris, auprès de Fernand Léger, de 1926 à 1932, sans toutefois s'y faire un nom dans le Montparnasse effervescent qu'Hemingway décrivit comme une fête.

Après la guerre, les biens de sa famille furent confisqués. Lorsqu'il revint en France en 1945, la fête était terminée, et ses parents n'étaient plus en vie pour financer sa bohème. Il découvrit, presque par hasard, qu'un seul dessin exécuté en un quart d'heure à la manière de Picasso pouvait subvenir à ses besoins pour deux mois.

Après tout, ses professeurs et amis, Léger, Vlaminck, avant d'accéder à la gloire, n'avaient-ils pas fait de faux Corot ou de faux Cézanne pour traverser une mauvaise passe?

Elmyr dut se rendre à l'évidence: si sa propre peinture ne se vendait pas, il avait malgré cela de l'or dans les mains, un or dangereux mais tangible. Il était capable d'imiter Picasso, Van Gogh, Matisse, Modigliani, et d'autres artistes récemment décédés ou bien vivants, dont l'œuvre prolifique n'était pas répertoriée comme celle d'un Vermeer. Pour ce jeune Hongrois élevé dans le luxe et brusquement démuné, sans option alternative immédiate, la tentation fut irrésistible d'échapper à la misère, qu'il abhorrait, en utilisant ses vertus de caméléon. Il lui suffirait d'adopter la devise de James Joyce, «*Exil, silence et ruse*», et de ne pas exagérer. Il voyagea donc, au Brésil, aux États-Unis, en Italie, partout où se trouvaient des acheteurs potentiels.

Longtemps, il ne fut pas inquiété. On ne saura jamais la quantité exacte de faux qu'Elmyr par-



ILLUSTRATION: CHRISTIAN TIFFET

vent à écouler pour vivre à sa guise, agréablement mais sans ostentation, payer les faveurs de jeunes gens, et sillonner le monde. Des centaines, des milliers? Plus qu'on ne le croit, moins qu'il ne s'en est vanté à la fin. Mais il avait un talon d'Achille: timide, anxieux, cet artisan impeccable n'était pas un homme d'affaires. Il se présentait sous l'un de ses pseudonymes comme l'héritier, provisoirement dans la gêne, d'un bel ensemble de toiles impressionnistes et fauves arachées aux nazis, et montrait ses dessins de Matisse ou Picasso. Le plus souvent, les transactions se concluaient à des prix si raisonnables que les galeristes de Rio ou de Dallas sautaient sur l'aubaine sans discuter.

Pas tout. Ainsi, en 1952, Elmyr proposa divers Modigliani, Renoir, Picasso au propriétaire d'une galerie de Los Angeles, Frank Perls. D'abord impressionné, Perls examina les dessins. Quelque chose clochait. Il posa une ou deux questions précises à Elmyr, qui se troubla. Perls referma calmement le portfolio, le jeta aux pieds d'Elmyr: «*Sortez*». Sur le trottoir, Elmyr eut la candeur inouïe de demander à Perls si au moins les dessins étaient «bons» à son avis. «*Excellent. Vous m'avez eu dix minutes. Il vous en reste deux pour sortir de ma vue, un jour pour quitter la ville. Après, j'appelle la police*».

Elmyr s'était déjà tiré de justesse de semblables mésaventures, à Mexico notamment. Mais les temps changèrent vite avec la prolifération des faux, et les marchands devinrent suspicieux. Les années passant, Elmyr se crut traqué par le FBI. Son visa américain était périmé depuis belle lurette. Il risquait d'être chassé du pays à tout moment. Une succession de déboires le conduisit à une tentative de suicide qui échoua de peu. C'est alors, en 1958, qu'Elmyr rencontra son pire sauveur, le marchand de tableaux Fernand Legros, un histrion extravagant et sans scrupules, auquel Roger Peyrefitte a consacré une biographie verbeuse de 440 pages, *Tableaux de chasse*.

Né en 1931 à Ismailia en Égypte, ancien élève des jésuites du Caire, danseur de cabaret, agent de la CIA, hâbleur invétéré, mythomane compulsif, marié, père de deux enfants et néanmoins homosexuel persévérant, tutoyant la *jet-set* internationale, il avait fréquenté l'École du Louvre et s'était lancé dans le commerce de l'art. Avec sa barbe de trois jours, son manteau de fourrure noire, ses lunettes noires, son chapeau de *cow-boy*, ses breloques et ses cigares, il déplut tout de suite à Elmyr: trop sale, trop vulgaire, excessivement voyant. Et ne connaissant rien à la peinture.

Mais voilà, Legros était drôle, n'avait pas d'états d'âme, savait ce qu'il voulait et ne reculait devant rien. Ayant eu vent des aptitudes fort justes qui fâcheusement dormaient chez le Hongrois déprimé, il s'offrit de le renflouer et l'emmena en Floride. Sitôt arrivé, Legros séduisit un Canadien de 19 ans, Réal Lessard, dont il fit son *factotum*. Le trio n'avait pas un dollar en poche, et Legros, qui aimait désespérément l'argent, dressa son plan: Elmyr fournirait les faux, Le-

gros se chargerait de les vendre. Les gains seraient partagés: 60 % pour Elmyr, 40 % pour Legros, qui s'engageait de surcroît à procurer au peintre des papiers en règle. Elmyr reprit les pinces, Legros décrocha son téléphone, les dollars commencèrent à pleuvoir.

On ne pouvait rester indifférent à Fernand Legros. On le haïssait ou l'on tombait sous le charme. Il faudrait bien des pages pour cerner un être aussi complexe et autodestructeur, fascinant d'énergie, assez retors pour vendre n'importe quoi à n'importe qui, et possédant ce qui faisait tant défaut à l'humble Elmyr, un culot magnifique. Pour l'anecdote, ce trait d'audace: interrogé un jour par la douane américaine sur le contenu de sa valise bourrée de faux, Fernand Legros déclara aux inspecteurs que ce n'étaient que des copies. Les douaniers surpris firent expertiser les toiles, qui furent certifiées vraies. Legros en fut quitte pour une amende. Sans avoir eu à mentir, il entra aux États-Unis en ayant centuplé la valeur de son bagage et vendit au prix fort ses faux «authentiques» en bonne et due forme.

Elmyr ne fut pas d'instinct sensible aux qualités de son associé. Leur collaboration d'alors ne dura pas plus d'un an, et Elmyr se hâta de retourner en Europe avec un passeport canadien au nom de Joseph Boutin, décidé à ne plus revoir ce tapageur Legros dont il se méfiait. À juste titre: Legros l'avait floué, bien sûr. Plus tard, il trahit Réal Lessard. Quand on dine avec le diable, il faut une longue cuiller; celle d'Elmyr était un peu courte en l'occurrence.

Tandis qu'Elmyr goûtait à la paix de son île, expédiant à Legros les toiles nécessaires à son train de vie, celui-ci poursuivait la conquête des États-Unis. Il avait repéré parmi les rois du pétrole texans le magnat Algor Hurtle Meadows, une proie de choix, auquel il ne vendit pas moins de 44 faux signés Modigliani, Derain, Dufy, Picasso.

Le millionnaire enfin désabusé déclencha un procès retentissant qui donna des sueurs froides à plus d'un, fit les choux gras des gazettes, et mit — au bout de 12 ans — un terme à la course de Legros.

Mais Legros n'était que le marchand. Qui était le faussaire? Lessard, peut-être, qui avait — par chance ou par malheur — une facilité réelle pour imiter ses artistes préférés? Et pourquoi pas ce Hory dont tous deux avaient été proches naguère et dont ils administreraient la collection? On les avait vus dans l'île, pas toujours en amis. Legros avait même expulsé Elmyr de «La Falaise».

L'enquête se révéla longue et inextricable,

les trois crabes se déchirant dans le panier de la justice, chacun ferrailant pour atténuer sa faute. Tous furent inculpés, sans que l'on soit certain d'avoir mesuré la culpabilité relative d'aucun ni l'étendue générale des dégâts. Nul ne peut dire combien de Hory ou de Lessard sont encore accrochés dans des musées ou chez des particuliers. Leurs propriétaires souhaitent-ils le savoir, en fait? Aucune compagnie d'assurance ne protégerait contre l'entourloupe, qu'y gagneraient-ils?

Réal Lessard ne cessa de clamer son innocence, jurant n'avoir jamais signé une toile d'un faux nom. Son jeune âge à l'époque où il succomba à l'emprise de Legros plaïda en sa faveur. À 66 ans, libre et heureux, il expose régulièrement ses œuvres au Maroc, sa patrie de cœur, ainsi que sur son site Internet. Seul survivant du trio, il a le dernier mot. Est-ce le vrai?

Pour ajouter à l'ironie de cet imbroglio qui ne sera probablement jamais élucidé, chacun des trois compères échafauda sa version des faits, en contradiction avec celles des deux autres. Elmyr de Hory fit appel à l'écrivain Clifford Irving pour rédiger ses mémoires, où il étala les turpitudes de Legros. Le livre, *Fake! (Faux!)*, bref et bien écrit, parut en 1976, année tragique pour Elmyr.

Legros fit interdire la traduction de *Fake!* avec un argument savoureux — Irving avait été désavoué aux États-Unis pour une «fausse» autobiographie non autorisée de Howard Hughes — et débatta le roman de sa vie sous la lourde plume de son ami Roger Peyrefitte, accablant de son mépris le défunt Hory. À qui se fier dans cette mise en abîme de poupées russes truquées à l'infini?

C'est pourtant Elmyr de Hory, filmé par son ami François Reichenbach, qu'Orson Welles choisit pour personnage central de son ultime opus, *F for Fake (Vérités et mensonges)*, en 1973. Mieux qu'une absolution, il est permis d'y voir la révérence d'un maître en la matière.

Le Monde



Demain:
Orson Welles,
le génie mystificateur

LES AVENTURES DU FAUX

LE MONDE

SOUDAN

Mobilisation pour sauver le processus de paix

Khartoum — Dirigeants soudanais et diplomates ont mobilisé hier leurs efforts pour préserver le fragile processus de paix au Soudan, au lendemain d'émeutes sanglantes qui ont éclaté après le décès du charismatique leader sudiste John Garang.

Des accrochages se sont poursuivis dans des banlieues de Khartoum, alors que le calme est revenu au centre de la capitale, après des émeutes lundi ayant fait, de sources médicales, au moins 42 morts.

Les forces de sécurité ont pris position aux carrefours stratégiques de la capitale, qui présentait les stigmates des violences. Pour la seconde nuit consécutive, un couvre-feu a été décrété d'hier à 18h à ce matin à 6h.

Après l'annonce lundi du décès de John Garang, ex-rebelle devenu le numéro 2 du régime, des manifestants sudistes, auxquels des pillards ont emboîté le pas, ont envahi Khartoum, refusant d'admettre que leur leader était mort de manière accidentelle dans le crash samedi de l'hélicoptère le transportant d'Ouganda.

Mais la volonté de surmonter la crise a semblé générale. «Nous sommes tous en contact permanent; il faut vite remplir le vide causé par la mort de Garang. Ce n'est pas la fin de l'histoire», a indiqué Radhia Achouri, porte-parole de l'envoyé spécial de l'ONU au Soudan Jan Pronck.

Washington a dépêché au Soudan deux hauts responsables pour s'assurer de la poursuite d'un processus de paix ayant mis fin à une guerre de plus de 21 ans entre le Nord arabo-musulman et le Sud animiste et chrétien du plus grand pays d'Afrique.

L'engagement de poursuivre la réconciliation nationale, scellée en janvier par un accord de paix, a été proclamé aussi bien par le chef de l'Etat soudanais Omar al-Béchir que par le Mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM) fondé par Garang.

Vingt ans chef de guerre, et vice-président pendant juste trois semaines, John Garang sera inhumé samedi à Juba, sa «capitale» au sud-Soudan.

Garang «est mort, mais sa vision reste vivante», a lancé sa femme, Rebecca, à New Site, à l'extrême sud, où la dépouille de son mari a été transférée.

Tout au long de la matinée, des files d'hommes et de femmes ont défilé en rangs séparés devant le cercueil de M. Garang, couvert du drapeau du SPLM.

Le SPLM a annoncé que M. Garang serait remplacé par Salva Kiir, son plus proche compagnon, un chef militaire aguerrri mais un novice en politique qui devra maintenir le cap d'une fragile paix civile.

Kampala — L'Ouganda redoute que la rébellion de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), active dans le Nord, ne tire parti de la mort du leader sudiste John Garang qui, peu avant son accident, avait promis de le chasser du sud du Soudan dont elle se sert comme base arrière.

«Garang avait un lien personnel avec la population du nord de l'Ouganda et on comptait sur sa prise de contrôle de cette région [sud du Soudan] pour que cesse la menace de la LRA», déclare à l'AFP un parlementaire du nord de l'Ouganda, Reagan Okumu, joint par téléphone depuis Kampala, ajoute-t-il.

La LRA, dont le combat a fait des dizaines de milliers de morts depuis l'arrivée au pouvoir du président Yoweri Museveni en 1986, multiplie les exactions dans le nord de l'Ouganda et se replie sur ses bases du côté soudanais de la frontière.

Agence France-Presse

Bagdad dénonce des manœuvres koweïtiennes

PATRICK KAMENKA

Bagdad — Une vive polémique a éclaté hier entre l'Irak et le Koweït, le premier accusant son voisin de multiplier les violations à la frontière, le jour du 15^e anniversaire de l'invasion du Koweït par les troupes du président déchu irakien Saddam Hussein.

Entre-temps, la violence a continué de tuer en Irak, où 33 Irakiens et sept soldats américains ont péri dans des attaques des rebelles.

Le chef de la Commission de la défense et sécurité de l'Assemblée nationale irakienne Jawad al-Maliki et des députés chiites ont fustigé leur voisin méridional lors d'un vif débat d'une heure accusant les Koweïtiens d'avoir «pénétré» en Irak.

«Nous possédons des informations selon lesquelles les Koweïtiens ont comblé le fossé creusé [en 1991] pour délimiter la frontière, ils ont pénétré d'un kilomètre à l'intérieur du territoire irakien», a affirmé M. Maliki.

Il a annoncé qu'une délégation de trois parlementaires et d'un responsable des Affaires étrangères se rendrait aujourd'hui à Koweït pour discuter de cette question.

Des manifestations ont eu lieu ces derniers jours contre l'installation par les Koweïtiens d'une barrière en métal sur une portion de terrain revendiquée par les Irakiens. Le Koweït affirme que la barrière est installée du côté koweïtien de la frontière, conformément aux résolutions de l'ONU.

Ce regain de tension entre les deux voisins survient le jour du 15^e anniversaire de l'invasion par les troupes de Saddam Hussein du Koweït le 2 août 1990. Celles-ci avaient été chassées par une coalition internationale conduite par les États-Unis, après sept mois d'occupation, en février 1991.

Sur le plan de la politique intérieure, le Comité de rédaction de la nouvelle Constitution a terminé l'examen du premier chapitre sur les principes fondamentaux de l'Etat irakien, a indiqué à l'AFP Mounzer Fazzal, un membre du comité.

Sur 17 articles, six sont litigieux et devront être réglés à la réunion des dirigeants politiques prévue à partir du 5 août, a-t-il précisé.

De son côté, le bureau du premier ministre irakien Ibrahim Jaafari a annoncé que le retrait des quelque 140 000 soldats américains d'Irak serait réalisé de façon «progressive» et «visible pour la population», après une première réunion du comité mixte chargé de définir les critères de retrait. Ce comité, composé de représentants irakiens, britanniques et américains, doit remettre ses recommandations au premier ministre d'ici au 26 septembre.

Agence France-Presse



Rassemblement de nationalistes israéliens à Sderot hier.

Les partisans des colons se rapprochent de Gaza

Une nouvelle milice palestinienne sème le trouble

DAN WILLIAMS

Jérusalem — Plusieurs milliers d'ultranationalistes juifs continuaient hier à converger vers la ville israélienne de Sderot, en bordure de la bande de Gaza, où ils comptaient entamer une marche de deux jours jusqu'aux colonies du Gush Katif.

«Demain soir [ce soir] nous reprendrons la marche jusqu'au Gush Katif. Nous le ferons avec détermination mais sans violence», a déclaré Zviki Bar-Hai, un des chefs de file des colons opposés à l'évacuation, mi-août, des 21 implantations juives de Gaza et de quatre des 120 colonies de Cisjordanie.

Quelque 15 000 policiers et soldats israéliens se sont déployés aux abords de Gaza pour empêcher les manifestants de contourner les barrages militaires pour aller soutenir, sur place, les colons réfractaires au plan de retrait.

«Nous ne leur permettrons pas de pénétrer dans le Gush Katif», a déclaré à des journalistes le chef de la police locale, Effi Mor.

Dans un premier temps, le gouvernement avait interdit le rassemblement de Sderot, en raison des risques de tirs de roquettes palestiniennes et des affrontements possibles dans le Gush Katif.

Après de longues négociations nocturnes avec le conseil des colons Yesha, la police israélienne a finalement accepté la tenue de ce rassemblement, étant entendu que les manifestants marcheraient ensuite jusqu'à Ofakim, ville située à une vingtaine de kilomètres de Gaza, où ils se disperseraient.

Gideon Ezra, ministre de la Sécurité intérieure, a fait savoir que l'accès à Sderot ne serait autorisé qu'à 5 000 manifestants, pas plus. Le Yesha a cependant prévenu qu'il s'en tenait à son projet initial: rallier le Gush Katif «pour sauver l'âme du peuple juif», selon Adi Mintz, l'un des dirigeants de l'organisation.

Les sondages montrent qu'une faible majorité d'Israéliens soutient le projet du premier ministre Ariel Sharon pour «désengager» l'Etat juif du conflit avec les Palestiniens.

«N'ayez pas la faiblesse de croire que le désengage-

ment n'aura pas lieu ni qu'il sera retardé», a prévenu Ariel Sharon lundi.

Ce retrait concerne environ 9 000 colons, soit moins de 4 % des 240 000 colons vivant au milieu de 3,8 millions de Palestiniens, à Gaza et en Cisjordanie.

Les opposants au retrait accusent le gouvernement de trahir des droits bibliques dont disposeraient les Juifs sur ces terres.

De leur côté, les Palestiniens se félicitent de ce départ des colons mais craignent qu'Israël ne cherche en contrepartie à conserver définitivement certains territoires de Cisjordanie, ainsi que l'ont laissé entendre les Etats-Unis.

La création hier de la future «armée populaire» de Gaza, initiative spontanée de membres du Fatah, sème la confusion au sein des instances palestiniennes qui s'efforcent déjà de contrôler la dizaine de milices existantes.

Sharon affirme que le retrait israélien ne sera pas retardé

Quelque 350 hommes ont entamé un entraînement militaire de 45 jours au camp du Fatah à Khan Younés, dans le sud de la bande de Gaza, où ils suivront également «des enseignements de psychologie, de sécurité et de politique», selon le directeur du centre.

«Nous avons reçu l'ordre d'instruire ces hommes pour qu'ils constituent le noyau de l'armée populaire», a déclaré Mohammad Zouaroub à Reuters, affirmant que l'initiative venait de Farouk al Kadoumi, dirigeant du Fatah en exil qui n'a jamais accepté les pourparlers de paix avec Israël. Ce dernier a démenti et déclaré à Reuters qu'il n'avait ni l'intention ni l'argent nécessaire pour former des milices.

L'affaire illustre les difficultés de l'Autorité palestinienne, deux semaines avant l'évacuation des 21 colonies juives de Gaza, à contrôler ses propres services de sécurité.

Un haut responsable du Fatah, proche du président Mahmoud Abbas, a expliqué que la création de ce nouveau groupe n'avait jamais reçu l'aval des dirigeants palestiniens. L'Autorité autonome n'a cependant rien tenté pour interrompre l'entraînement.

Reuters

Londres consulte sa communauté musulmane

Londres — Le gouvernement britannique a entamé hier une série de rencontres avec les représentants de la communauté musulmane du pays, pour mener ensemble la lutte contre l'extrémisme islamique après les attentats de Londres.

Hazel Blears, secrétaire d'Etat au Home Office, le ministre britannique de l'Intérieur, s'est rendu à Oldham, une ville du nord de l'Angleterre où l'attaque contre la maison d'une famille originaire d'Asie du Sud par de jeunes Anglais avait déclenché des émeutes raciales en 2001. Il s'agissait de la première d'une série de rencontres que Mme Blears compte effectuer dans tout le pays.

«Ces extrémistes sont une minuscule, minuscule minorité, a-t-elle expliqué. Nous devons veiller à ce que la communauté musulmane se sente suffisamment forte pour les attaques.»

Les Britanniques ont été choqués d'apprendre que trois des poseurs de bombes présumés des at-

tentats du 8 juillet étaient de jeunes Britanniques d'origine pakistanaise. Le quatrième était arrivé de Jamaïque alors qu'il était enfant.

A Londres, deux lignes de métro qui étaient partiellement fermées depuis les attentats, la District Line et la Hammersmith & City Line, ont totalement rouvert hier. Les autorités espèrent pouvoir rouvrir les portions encore fermées de la Piccadilly Line dans la semaine, mais ignorent quand le trafic reviendra à la normale sur la Circle Line.

La présence policière dans le métro reste très forte. Et dans le centre de Londres, une artère a été bouclée pendant une heure hier après que de la fumée ait été signalée dans un autobus à proximité de la gare de King's Cross. Il s'agissait apparemment d'un problème de moteur. Personne n'a été blessé.

Associated Press

EN BREF

Vol de locomotives

Moscou — Deux modèles rares de locomotives ayant été utilisées pour la construction d'un goulag en Sibérie, sous Staline, d'un poids de 40 tonnes chacune, ont été dérobées au musée du Permafrost d'Igarka, ville du Grand Nord russe située près du cercle polaire, a annoncé hier la directrice du musée. Ces objets rares, conservés depuis plus de 50 ans dans le musée, ont visiblement «été volés par de petits entrepreneurs venant d'une localité voisine qui voudraient les vendre pour la ferraille», a supposé la directrice du musée, Maria Michetchkina, citée par l'agence Ria-Novosti. Les locomotives étaient exposées près d'Igarka depuis la mort du «petit père des peuples» en mars 1953 qui avait marqué la fin de la construction de nouveaux goulags. — AFP

Abandon des accusations contre Tsvangirai

Harare — L'Etat zimbabwéen a abandonné hier les accusations de trahison portées contre le chef de l'opposition Morgan Tsvangirai pour avoir appelé à des manifestations, en juin 2003, en vue de «renverser» le régime du président Robert Mugabe «par la

violence». Cette décision intervient près de neuf mois après son acquittement dans une autre procédure, également pour trahison, alors qu'il était accusé d'avoir organisé un «complot» en vue d'éliminer le chef de l'Etat. Morgan Tsvangirai, 53 ans, a toujours contesté avoir appelé ses compatriotes à renverser Mugabe, au pouvoir depuis l'indépendance de l'ex-Rhodésie, il y a 25 ans. — AFP

L'ancien bras droit de Lula se dit innocent

Brasilia — L'ancien bras droit du président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, José Dirceu, s'est déclaré hier, devant la Commission d'éthique du Parlement, «totalement innocent» quant aux scandales de corruption qui secouent le Brésil depuis deux mois. Dans sa déclaration liminaire, M. Dirceu a souligné qu'il n'y avait «aucune accusation formelle» contre sa personne et a affirmé qu'il avait pris «la décision de ne pas démissionner» de son mandat de député. Montré du doigt comme le cerveau d'un système d'achat de votes de députés centristes par le Parti des travailleurs (PT, gauche, au pouvoir), M. Dirceu avait démissionné le 16 juin de son poste de ministre chargé du cabinet présidentiel. Il est aujourd'hui simple député. — AFP

L'Iran reste inflexible, la troïka durcit le ton

PARISA HAFEZI

Téhéran — L'Iran a annoncé hier qu'il reprendrait dans les 48 heures ses activités de transformation de l'uranium sur le site d'Isfahan en dépit des exhortations des Européens, qui ont formellement prévenu qu'une telle décision conduirait à l'arrêt des négociations. «La décision politique a été prise. Nous avons transmis la lettre à l'Agence internationale de l'énergie atomique. La reprise [des activités] est irrévocable», a déclaré Ali Aghamohammadi, porte-parole du Conseil suprême de la sécurité nationale.

Mohammed Saeedi, directeur adjoint de l'Organisation de l'énergie atomique iranienne, a précisé que «l'AIEA [achève] l'installation des équipements de surveillance dans les prochaines 24 heures» et que la reprise des «activités de l'usine aurait lieu dans un délai d'un ou deux jours».

Mais l'AIEA estime que ces opérations prendront davantage de temps. «Les équipements doivent être envoyés de Vienne et cela prendra au minimum une semaine [...] avant que les scellés puissent être enlevés», a déclaré Melissa Fleming, porte-parole de l'agence.

Dans une lettre adressée au négociateur iranien Hassan Rohani, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, qui conduisent les pourparlers destinés à empêcher l'Iran de se doter de l'arme atomique, menacent de mettre «fin aux négociations» et d'adopter «d'autres lignes de conduite». «Nous appelons par conséquent l'Iran à ne pas reprendre ses activités suspendues ni prendre d'autres mesures unilatérales», poursuit la lettre cosignée par le haut représentant de l'UE pour la politique étrangère, Javier Solana.

Aghamohammadi a fait savoir lundi soir qu'à ses yeux, l'activité avait repris sur le site d'Isfahan, dans le centre du pays. Il n'a toutefois pas clairement indiqué si les scellés fixés par les inspecteurs de l'ONU avaient été levés, un geste qui serait assurément considéré comme un acte de défiance supplémentaire par la communauté internationale.

Le centre de recherche nucléaire d'Isfahan est utilisé pour transformer le minerai d'uranium en un produit à l'état gazeux par ultracentrifugation. L'uranium enrichi ainsi obtenu peut être utilisé dans des centrales nucléaires à des fins civiles mais peut aussi entrer dans la confection d'armes nucléaires, ce dont Washington accuse Téhéran. Selon le Washington Post, les services de renseignement américains estiment que l'Iran pourrait être en mesure de fabriquer sa propre bombe atomique dans une dizaine d'années.

Israël, qui évoque pour sa part l'horizon 2008, a appelé la communauté internationale à se mobiliser. «Aujourd'hui, il y a un consensus au sein de la communauté internationale pour dire que le programme nucléaire iranien n'est pas bénin», a déclaré le ministre israélien des Affaires étrangères, Mark Reggev. «Nous exhortons la communauté internationale à maintenir la pression sur Téhéran pour empêcher la prolifération nucléaire iranienne par la suspension totale du programme de Téhéran.»

Les Européens ont prévenu que si l'Iran ne renonçait pas à sa décision de reprendre ses activités ultrasensibles, ils réclameraient une réunion exceptionnelle du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, organe habilité à saisir en dernier recours le Conseil de sécurité des Nations unies, se faisant l'écho des menaces de la Maison-Blanche.

De sources européennes, on s'étonne du tournant radical pris par Téhéran à quelques jours de l'entrée en fonction, samedi, du président élu Mahmoud Ahmadinejad. Certains responsables de l'UE pensent que l'Iran souhaite volontairement créer une mini-crise afin d'offrir à Ahmadinejad la possibilité de régler la situation à son arrivée au pouvoir, ce qui lui permettrait d'asseoir son statut d'homme d'Etat et d'adoucir son image de conservateur anti-occidental.

Reuters

Un juge est abattu à Téhéran

Téhéran — Un tireur à moto a abattu hier un magistrat iranien qui avait jugé un influent journaliste, actuellement en grève de la faim en détention.

Masoud Moqadasi, un juge qui avait condamné en première instance le journaliste Akbar Ganji, a reçu une balle dans la tête alors qu'il quittait ses bureaux du centre de Téhéran hier après-midi, selon Jamal Karimirad, un porte-parole de la justice iranienne. On ignorait dans l'immédiat si le meurtre était lié à l'affaire Akbar Ganji.

Le juge Moqadasi avait présidé le premier procès du journaliste d'investigation, incarcéré en 2000 pour avoir rapporté que des responsables du renseignement iranien avaient tué cinq dissidents iraniens en 1998. Leur mort avait ensuite été imputée par les autorités à des agents incontrôlables au sein des services secrets.

Le juge avait condamné le journaliste à dix ans de prison et cinq ans d'exil dans le sud de l'Iran. La peine avait été réduite à six mois de prison en appel, mais la Cour suprême iranienne avait ensuite commuée la peine à six ans de prison. Le journaliste, qui a déjà passé plus de cinq ans en détention, est actuellement traité à l'hôpital Milad de Téhéran, sous surveillance policière, après avoir cessé de s'alimenter.

Associated Press

Les pourparlers sur la Corée se poursuivent péniblement

Pékin — La quatrième série de pourparlers sur le programme nucléaire nord-coréen se poursuivra aujourd'hui à Pékin pour le neuvième jour consécutif, malgré de profondes divergences qui semblent laisser, cette fois encore, peu de chances à une issue positive. Dans leurs premiers commentaires depuis le début de la reprise des discussions, le 26 juillet, les Nord-Coréens ont reconnu que la situation des pourparlers était difficile. «La situation est ainsi: il y a des différences et des affrontements sur plusieurs points», a déclaré le chef de la délégation nord-coréenne, Kim Kye-Gwan, soulignant le «peu de progrès» enregistrés au cours des dernières heures.

Agence France-Presse

É D I T O R I A L

Semonce iranienne

Les autorités iraniennes l'ont confirmé: les activités inhérentes à la transformation de l'uranium seront reprises d'ici deux jours. En réponse à ce coup de théâtre, les chefs des diplomates allemande, britannique et française ont exprimé leur volonté «d'adopter d'autres lignes de conduite». Soit en saisir le Conseil de sécurité pour imposer des sanctions.

Depuis l'amorce des négociations, il y a plus d'un an de cela, entre l'Iran et la triade européenne, Téhéran n'a jamais concédé un pouce sur un aspect jugé essentiel à ses yeux: soit la reconnaissance de son droit d'enrichir éventuellement de l'uranium. La république islamique s'appuyait, et s'appuie toujours d'ailleurs, sur l'article 7 du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) auquel elle a adhéré. L'article stipule que «le droit de produire de l'énergie nucléaire à des fins civiles est inaliénable». De fait, «l'acquisition de l'équipement, du matériel et de l'information technologique» est permise. Le hic? C'est qu'une fois cette étape franchie, on dispose de tous les moyens permettant la fabrication de la bombe.

À l'évidence, l'Iran tient à réunir tous les éléments nécessaires à la production, éventuelle ou le répète, de l'arme ultime. Cette volonté, les ayatollahs la cultivaient dans les années 90. Ils la cultivent davantage aujourd'hui. La raison en est simple: la géographie politique de la région a été totalement transformée au cours des quatre dernières années. Dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, la dictature des talibans en Afghanistan a été renversée. Puis ce fut le tour de Saddam Hussein en Irak. Dans ces deux pays, les États-Unis, considérés comme le Grand Satan par les Iraniens, ont pris pied en plus d'être présents dans certaines républiques d'Asie centrale.

De fait, l'Iran s'estime plus encerclé que jamais. D'autant que l'Égypte, la Turquie et l'Arabie Saoudite, royaume par excellence des frères ennemis, les sunnites, sont dirigées par des alliés des États-Unis. Ajoutons à cela que le Pakistan, à forte majorité sunnite, l'Inde et Israël, qui n'ont jamais adhéré au TNP, détiennent la bombe. La géopolitique des environs étant encombrée d'adversaires potentiels, l'Iran tient à se doter tôt ou tard de la bombe afin de se donner une certaine profondeur stratégique. En fait, il faut préciser deux ou trois choses.

Les plus ardents militants de la bombe iranienne sont regroupés au sein du clan des khoméinistes, qui possède les clés des principaux centres de pouvoir. Le Conseil des gardiens de la révolution, plus haute instance du pays, leur appartient. Il en est ainsi également des Gardiens de la révolution, de la Milice islamique de Ansar-e-Hezbollah et du ministère du Pétrole. Chef suprême du pays, l'ayatollah Seyed Ali-Khamenei penche plus souvent de leur côté que vers le clan des réformateurs.

Cette nomenklatura, c'est à retenir, a réalisé que le sujet nucléaire était le facteur de mobilisation par excellence d'une population par ailleurs fatiguée de la corruption et de l'incompétence qui la caractérisent. Alors, elle use et abuse de cette carte. Au grand désespoir des réformateurs qui, conscients de l'état de déliquescence économique dans lequel est plongé le pays, estiment qu'il serait temps de montrer patte blanche afin d'attirer des capitaux étrangers et obtenir un siège au sein de l'Organisation mondiale du commerce.

Pour eux, il faudrait faire un troc dans les plus brefs délais. Quel troc? Assistance économique, financière et technologique contre abandon de la bombe. Hélas pour eux, aujourd'hui même l'ultra-conservateur Mahmoud Ahmadinejad est intronisé président du pays. Pour reprendre les mots employés hier par un diplomate européen, cette histoire pourrait bien être «le départ d'une crise majeure».

Ignorance agricole

Le consommateur d'aujourd'hui est persuadé que jamais il n'a joui d'une plus grande variété alimentaire: yogourts, kiwis, avocats, mangues étaient inconnus des épiceries des années 60. Mais cette variété s'est subtilement accompagnée d'une perte dans la diversité: le Québécois ne connaît plus qu'un type de vache, quelques noms de pommes, deux espèces de carottes, et ignore que le poulet, même biologique, a pour lieu de naissance les fermes de quelques multinationales.

Notre patrimoine agricole, en fait, va à vau-l'eau, comme vient de le démontrer *Le Devoir* dans le cadre d'une série éloquentes. Cet effet pervers de l'agriculture industrialisée ne nous est pas particulier, mais en Europe, la tradition et le culte du goût assurent un certain esprit de résistance.

Ici, l'ignorance règne. Les fédérations agricoles, tout occupées à nourrir les masses — ce qui est par ailleurs fort louable — ne connaissent rien de la disparition du poulet Chantecler, n'ont que faire des atouts de la vache canadienne, et ne voient que les défauts des fruits et légumes du terroir.

Du côté gouvernemental, on n'en est même pas rendu à balbutier les mots «patrimoine agricole». Même l'expression «produits biologiques», pourtant de plus en plus recherchés par les consommateurs, n'est pas arrivée à se faufiler dans le Plan stratégique 2005-2008 du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAP). Et le ministre se tâte toujours pour savoir s'il faut autoriser ou non l'étiquetage obligatoire des OGM, redouté par l'industrie alimentaire mais que les Québécois appellent de leurs vœux sondage après sondage. C'est dire si le sort des 162 vaches canadiennes du Québec, dont le cheptel devrait grimper à 5000 pour en assurer la survie, est loin des préoccupations du MAPAQ.

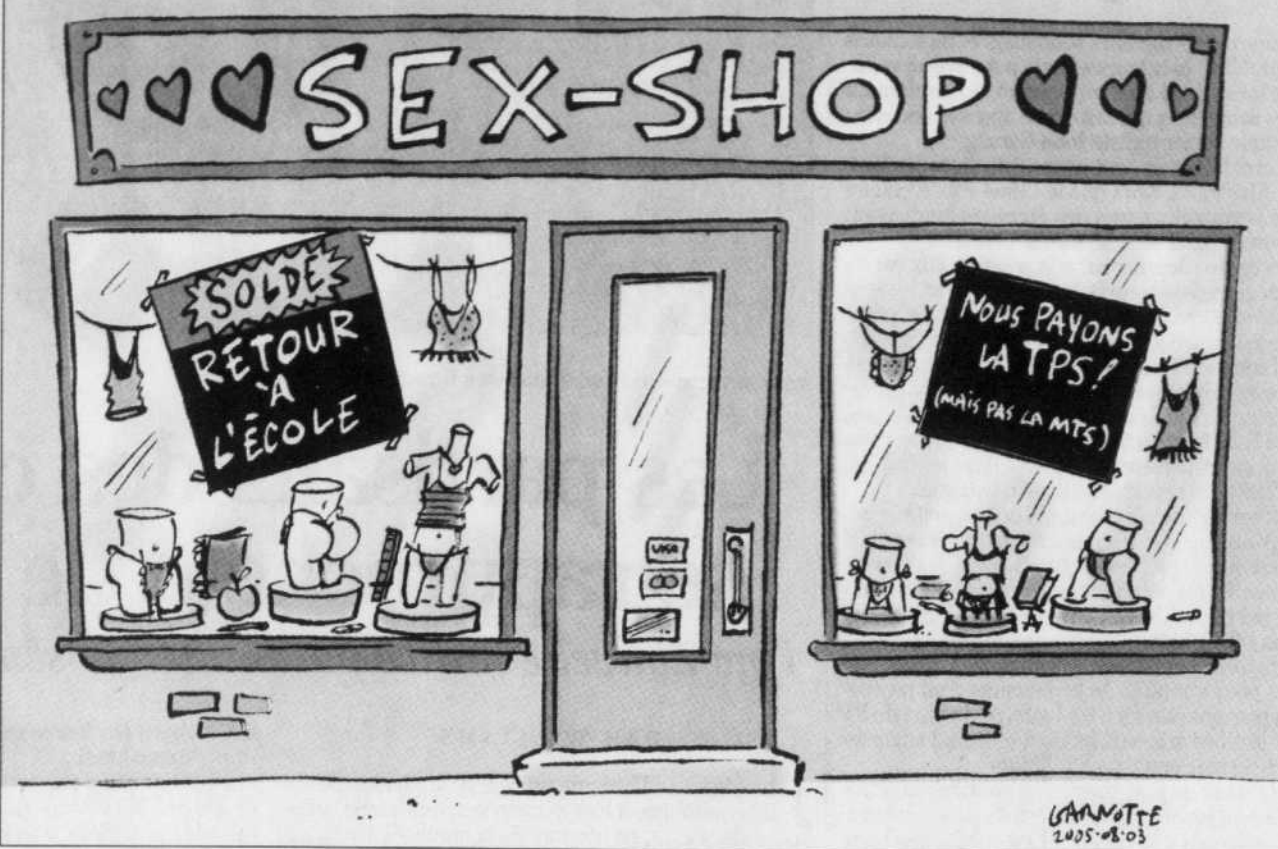
D'autant plus loin que ce sont les lois du marché et de l'industrie qui priment. Le discours biologique, porté depuis des années par d'ardents défenseurs, à défaut de recevoir un appui vibrant de Québec a réussi à atteindre une certaine partie du public, soucieux de santé ou d'environnement. Mais, faute de savoir qu'ils existent, personne ne réclame le melon de Montréal, la carotte Sainte-Valérie ou le concombre de tante Adèle. Un gros problème quand le commerce agricole a pour seul mot d'ordre de répondre à la demande!

De toute manière, l'argument de la demande est bien fallacieux. Le consommateur aurait beau s'en enticher, tout notre système de production continuerait de rejeter comme de méchantes greffes ces carottes qui poussent en 80 jours plutôt que 50, ces poulets qui arrivent à maturité en six mois plutôt que 39 jours, ces vaches qui ne donnent que 6000 litres de lait par an plutôt que le double. A moins d'assouplir les règles, de changer les pratiques, de sortir des normes de notre «agriculture soviétisée», selon les termes utilisés par Daniel Pinard dans l'excellent numéro que la revue *Relations* a consacré à l'alimentation en juin. Hélas, ce n'est pas demain la veille que libéraux ou péquistes oseront confronter le productivisme exacerbé de l'UPA.



Serge Truffaut

LES JEUNES LIBÉRAUX CONTRE LE «STRING» À L'ÉCOLE...



L E T T R E S

Chauffards

Nous habitons Ottawa et allons souvent au Québec en vacances ou pour visiter des expositions à Montréal, Québec et ailleurs. Nous trouvons votre province très belle et les Québécois sympathiques et chaleureux, à condition qu'ils ne soient pas au volant d'une voiture.

En effet, j'ai rarement vu des automobilistes afficher aussi peu de civisme et d'égard que les conducteurs québécois. On dirait même qu'ils redoublent d'ardeur à être désagréables lorsqu'ils voient notre plaque ontarienne. On nous coupe, on nous talonne, on nous klaxonne et on nous fait même un bras d'honneur! Pourtant, j'ai conduit partout en Europe et on ne peut dire que je sois une tortue ni que je conduise mal.

Vous faites beaucoup de publicité à la télévision pour inciter les touristes à passer du temps dans la Belle Province. Pourtant, les automobilistes québécois semblent tout faire pour nous en dissuader. Quand est-ce que votre ministère des Transports entreprendra de corriger cette situation? Il faudrait à tout le moins faire ce qui se fait en France: installer des radars automatiques. Si le bon sens ne semble pas toucher l'esprit des automobilistes québécois, peut-être que les amendes répétées y arriveraient...

Marcel Cossais
Ottawa

Coût de la santé

Cher M. Descôteaux, J'ai trouvé bien écrit votre éditorial à propos du financement de la santé. Cependant, il me semble qu'on oublie une avenue possible. Plutôt que d'augmenter encore et encore les taxes dans le domaine de la santé — que chaque groupe au Québec essaie de refiler aux autres —, ou d'augmenter le privé — ce qui portera à une augmentation ultérieure des revenus des médecins et du coût total en santé —, je voudrais qu'on se penche sur les pos-

sibilités de contenir les dépenses.

Ainsi, je serais plus favorable à l'imposition d'un ticket modérateur, dont les frais pourraient d'ailleurs être remboursés au moment de la déclaration d'impôts afin d'en exempter les ménages à faibles revenus. Ou encore, on pourrait avoir un «compte personnel» des visites médicales, à être payé à la fin de l'année avec la déclaration d'impôts, de façon à pouvoir mieux calculer, à ce moment-là, des critères progressistes et/ou l'exemption des ménages à faibles revenus. Ceci éviterait les consultations multiples chez plusieurs médecins ou les visites presque mondaines des désespérés chez le médecin.

D'autre part, l'une des raisons de l'augmentation des frais médicaux est l'augmentation des personnes âgées (je vous fais remarquer que je suis sexagénaire). Dans un souci de modération financière, mais aussi de qualité de vie et d'équité envers ceux qui prennent leurs responsabilités, on pourrait imposer une taxe additionnelle à ceux qui ne rédigent pas un testament biologique sur lequel on déclare de ne pas prétendre un acharnement thérapeutique.

Ceux qui veulent que rien ne soit épargné afin que leur vie soit prolongée par tous les moyens auraient tout le loisir de le demander, mais devraient payer pour, comme lorsqu'on désire avoir une assurance qui couvre plus de risques que la moyenne. Vouloir être soigné au-delà des soins raisonnables et payer les mêmes frais médicaux que ceux qui ont signé un testament biologique est inique pour ces derniers.

Alceste Parise
Montréal

Navet(te) spatial(e)...
une flagrante erreur
de conception!

Comment expliquer que, malgré deux ans de travaux et plus d'un milliard de dollars dé-

pensés pour améliorer la sécurité de la navette, on a frôlé la catastrophe mardi dernier, lorsqu'un gros morceau d'isolant s'est encore détaché au décollage. Rappelons que la navette *Columbia*, qui s'est désintégré lors de son retour sur Terre en février 2003, avait été frappée par un morceau d'isolant à peine plus gros qu'il avait endommagé son bouclier thermique. Heureusement, cette fois-ci le hasard a probablement permis d'éviter le pire.

C'est simple, la navette spatiale est une erreur de conception! On aura beau y coller toutes les rustines (*patches*) du monde, le concept est pauvre, pour ne pas dire stupide, à la base. Un âne ne courra jamais comme un pur sang, même avec deux fusées dans le derrière!

Le concept original de la navette devait être celui d'un avion spatial, qui décolle d'une piste d'atterrissage normale, se rend dans l'espace et revient atterrir sur une piste d'atterrissage normale. Mais voilà, trop coûteux et trop long à mettre au point... Quelqu'un a donc proposé de monter l'avion spatial sur le dos d'une grosse fusée, ou plutôt d'une fusée flanquée de deux propulseurs de démarrage. Voilà, un design maladroit et grossier, un *batch* quoi!

En ce qui concerne la fiabilité de la navette spatiale, deux accidents mortels en un peu plus de 100 vols (113 pour être précis), près de 2%, on ne peut pas appeler ça de la haute fiabilité! Deux navettes de perdues sur une flotte de cinq, ça commence à ressembler à de la broche à foie.

En terminant, j'aimerais contribuer, disons «plus positivement», en faisant moi aussi une suggestion de filet d'acier ou de Teflon qui empêcherait les morceaux d'isolant de se détacher. Il suffisait d'y penser...

C'est pas sérieux, il n'y a qu'une solution raisonnable, repenser le tout et retourner à la planche à dessin.

Ça fera trois navettes pour le musée de l'espace et plusieurs vies sauvées!
Claude Coulombe
Physicien et informaticien
Montréal

LIBRE OPINION

String à l'école: le mauvais objectif
et le mauvais moyen

PAUL TROTTIER

Commissaire et vice-président de la
Commission scolaire de Montréal

Le souhait des jeunes libéraux du Québec de voir le gouvernement légiférer pour interdire aux adolescents le port de vêtements à caractère trop explicitement sexuel dans les écoles va inéluctablement susciter beaucoup de discussions passionnées et enflammées; c'est le cas de tout ce qui touche à la sexualité et aux jeunes, surtout à l'approche de la rentrée scolaire.

Pour les gens du milieu de l'éducation, ce sujet n'est pas nouveau, mais il nous oblige à devoir régulièrement mettre les choses en perspectives. À la Commission scolaire de Montréal, nous croyons malheureusement que la proposition mise de l'avant constitue le mauvais moyen pour atteindre le mauvais objectif.

Notre incapacité collective à trouver des solutions aux maux qui affectent notre société nous amène parfois à nous concentrer sur des problèmes périphériques; c'est le cas de la tenue vestimentaire à l'école ou le port de l'uniforme qui revient périodiquement dans l'actualité.

Se respecter d'abord

L'objectif, fort louable, des tenants de la

proscription est de ne plus soumettre les jeunes filles préadolescentes au regard concupiscent des hommes matures. Nous croyons cependant que le véritable objectif devrait plutôt être d'amener les jeunes, filles et garçons, à se respecter eux-mêmes pour être mieux en mesure de se faire respecter par les autres. Particulièrement dans les grandes villes comme Montréal où se côtoient des mœurs, des habitudes, des croyances et des traditions, toutes plus différentes les unes que les autres.

Nous le savons, le chemin le plus rapide c'est l'interdiction; le plus efficace, c'est la persuasion et la sensibilisation. Quoi qu'on puisse en penser, l'interdiction des strings, pantalons à taille basse et autres gilets «bedaine» ne favorise aucunement cette prise de conscience que l'on souhaite voir acquérir par les jeunes quant à leur pouvoir de séduction.

La préparation des jeunes à une vie sexuelle et amoureuse saine ne passe pas par la prohibition, toutes les études à ce sujet le démontrent assez clairement. Il ne faut cependant pas sous-estimer le problème que constitue l'«hypersexualisation» du corps des jeunes filles.

Inspirées par les modèles projetés par la télévision, les magazines et les chanteuses pop, les jeunes filles, souvent dès l'âge de huit ou neuf ans, adoptent des comportements et des styles vestimentaires appartenant à leurs ai-

nées, avec pour conséquences que leur apparence suggère un épanouissement sexuel qui est inexistant dans les faits.

Rappelons-nous cependant que la plupart d'entre nous avons connu (ou affiché) les modes antérieures qui laissent voir des bouts de peau sans que cela n'affecte en rien notre estime de soi et notre développement sexuel.

Le rôle des conseils
d'établissement

L'école est souvent le premier espace public que les jeunes sont appelés à fréquenter de façon assidue. Il nous appartient, à nous du milieu de l'éducation, de leur rappeler que ces espaces, pour être propices à l'épanouissement personnel des jeunes (incluant leur apprentissage de la vie sexuelle) doivent répondre à des notions de bien commun, mais aussi d'ouverture, de tolérance et de respect de soi-même.

Pour ce faire, les conseils d'établissements des écoles primaires et secondaires du Québec ont toute la latitude nécessaire pour réglementer la fréquentation de cet espace, en tenant compte de la sensibilité particulière et du niveau de tolérance de chacun des milieux. Le gouvernement serait bien mal venu d'imposer une façon de faire uniforme partout au Québec.

IDÉES



ZOHRA BENSEMRA REUTERS

Des soldats de l'Armée de libération populaire du Soudan (SPLA). John Garang, le leader de la SPLA, aura mené son mouvement d'une main de fer, sans toutefois être capable de réunifier et encore moins de démocratiser le Soudan.

Le Soudan après John Garang

PIERRE BEAUDET
Directeur général d'Alternatives

John Garang était le leader incontesté de l'Armée de libération populaire du Soudan (SPLA) et son décès prématuré laisse planer bien des inquiétudes sur un pays ravagé par plus de 40 ans de guerre. Depuis 1978, Garang avait réussi à imposer la SPLA comme porte-parole des populations du sud du Soudan, marginalisées pendant si longtemps par le gouvernement central. Au départ une simple mutinerie de soldats mécontents, la SPLA était, au fil des années, devenue une formidable force militaire contrôlant effectivement une grande partie du sud du pays. Durant les dernières années, la SPLA disposait de plus de 40 000 hommes en armes.

Les populations du Sud s'étaient en bonne partie ralliées à la SPLA qui, sous l'impulsion de Garang, avait choisi de se battre pour démocratiser et «fédéraliser» le pays plutôt que de prôner la sécession comme certains groupes actifs au Soudan — un pays immense et complexe abritant une myriade de groupes ethnolinguistiques, de cultures et de religions.

Garang, avec d'autres organisations de l'opposi-

tion soudanaise, avait presque atteint son but en 1986 lors d'une intifada populaire qui porta au pouvoir une coalition déterminée à négocier la paix et à restructurer le pays. Mais en 1989, un coup d'État était organisé par des militaires et des intégristes, relançant la guerre civile.

La SPLA devint alors partie prenante d'une vaste coalition d'opposition, l'Alliance démocratique nationale (ADN), réunissant des groupes du sud et du nord du Soudan. La dictature n'hésita pas à lancer de violentes offensives contre l'opposition et surtout contre les populations civiles, faisant plus de deux millions de morts.

Des négociations sous influence

Pendant longtemps, les militaires au pouvoir, sous la direction du président Omar al-Beshir, furent confortés par les faiblesses et les divisions de l'opposition. La SPLA notamment devint, dans cette évolution militariste, autoritaire et centralisée autour de la personnalité de Garang. Des groupes ethnolinguistiques du Sud (les Nuers notamment) entrèrent en dissidence dans les zones contrôlées par la SPLA.

La dictature put également profiter de la dernière période de la Guerre froide en se présentant comme le rempart contre le «communisme» (le parti communiste faisait partie de l'ADN et était allié à la SPLA, avec l'appui de l'Union soviétique). Comme au Pakistan et en Afghanistan, des forces réactionnaires

devinrent les «meilleurs alliés» des États-Unis pendant un certain temps.

À la fin des années 1990, toutefois, le vent tourna et le régime soudanais devenant la cible de Washington, surtout lorsqu'il fut révélé qu'Oussama ben Laden avait établi des bases militaires au Soudan. Les pressions contre le régime s'accrochèrent et des négociations furent entamées sous la médiation des pays de la région — qui sont regroupés dans le cadre de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) — et des États-Unis.

Garang sut bien manœuvrer et s'imposer comme principal porte-parole de l'opposition, au détriment des autres membres de l'ADN, et en janvier 2005, finalement, un accord de paix était signé.

Paix ou pacification

L'accord devait conduire à l'arrêt des combats et à la formation d'un gouvernement d'unité nationale dont le vice-président devait être nul autre que John Garang (le président Omar al-Beshir restant à son poste). Plus encore, l'accord concédait à la SPLA le contrôle quasi total des régions du Sud, ainsi qu'une partie des revenus extraits des exportations de pétrole, qui sont la principale ressource du pays. En échange de quoi, l'alliance militaire-intégriste du Nord gardait le contrôle sur le reste du pays, en imposant même la charia comme la «loi fondamentale» du pays.

Bien que très majoritairement musulmane, la popu-

lation du nord du pays ne se reconnaît pas dans ce projet intégriste qui, lors des dernières élections démocratiques (1989), avait obtenu moins de 15 % des suffrages. Pour ces critiques donc, l'accord de paix prenait davantage l'allure d'un partage du pouvoir et d'une pacification temporaire aux dépens des populations, au nord comme au sud. Entre-temps, la rébellion au Darfour est venue rappeler que le conflit soudanais ne peut être compris simplement comme une confrontation entre le «Nord musulman» et le «Sud chrétien».

Après John Garang

Le leader de la SPLA n'aura finalement été vice-président que durant trois semaines. Agronome de formation mais militaire de profession, il aura mené son mouvement d'une main de fer, sans toutefois être capable de réunifier et encore moins de démocratiser le Soudan. La tâche est compliquée car le pays, qui regorge de pétrole, attire les convoitises. La «bonne gouvernance» qu'on estime nécessaire à Washington, Londres et Paris, est celle qui garantit les approvisionnements de pétrole, pas celle qui permet aux populations de vivre dignement.

Il n'est pas du tout clair que l'accord de janvier dernier survivra longtemps à John Garang, bien que le président Beshir ait affirmé qu'il voulait continuer avec la SPLA. Reste à voir comment l'opposition démocratique réussira ou non à profiter de cette nouvelle crise pour imposer un véritable processus de paix.

Le Québec à l'ère du développement durable

CORINNE GENDRON

Titulaire de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable, École des sciences de la gestion, Université du Québec à Montréal

Premier de deux textes

Une quinzaine d'années après le lancement du plan vert canadien par le gouvernement fédéral conservateur en 1990, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec, Thomas Mulcair, vient de soumettre un plan de développement durable à la consultation publique. Ce plan a été salué avec beaucoup d'enthousiasme par les groupes environnementaux au moment où il a été rendu public, en novembre 2004. La tournée de consultation du ministre fut néanmoins l'occasion pour certains groupes environnementaux et sociaux de questionner cette nouvelle politique à la lumière d'une compréhension approfondie du concept de développement durable et de ses principes.

On l'a souvent dit, le développement durable est un concept flou dont la mise en application est difficile. Il traduit un changement de cap revendiqué par des acteurs, puis par des institutions, qui ont souhaité rompre avec le modèle de développement industriel productiviste. [...]

Le caractère flou du concept de développement durable n'est pas étranger à son succès et à sa large diffusion. L'adhésion généralisée dont il est l'objet traduit la rupture qui s'opère actuellement au niveau de la conception du développement et du bien-être dans nos sociétés: l'idéal industriel est en train de basculer vers une autre conception du développement et du progrès qui inclut la préservation de l'environnement.

Définitions de référence

Au-delà des débats d'interprétation, deux définitions du développement durable sont reconnues comme étant les définitions de référence: celle proposée par l'Union mondiale pour la conservation de la nature (1980), pour laquelle «le développement durable est un développement qui tient compte de l'environnement, de l'économie et du social», et celle popularisée par le rapport Brundtland (1987) qui énonce que «le développement durable est un développement

qui permet de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs». [...]

Ces définitions et les textes qui les commentent érigent généralement le développement durable en nouveau paradigme de développement. Or les discussions entourant le concept de développement durable réfèrent rarement à l'imposant corpus théorique du développement, comme si elles s'en étaient tenues à sa marge. Situer l'émergence du développement durable dans les débats qui ont cours aujourd'hui au sujet du développement apporte sans contredit un éclairage indispensable à la compréhension de la signification et de la portée de ce concept.

Qu'est-ce que le développement?

Rappelons tout d'abord que, même si on l'emploie souvent, le terme développement au sens où on l'entend aujourd'hui est assez récent. Polysémique, sa signification a changé au cours de l'histoire. [...]

L'invention du développement au sens social date de la période de reconstruction de l'après-guerre. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont acquis un poids politique qui leur permet de s'imposer face aux anciennes puissances coloniales. Ils mettent de l'avant un nouvel ordre mondial dans lequel la dichotomie colonisateur-colonisé cède le pas à un discours d'entraide en vue du développement de tous. [...] Cette vision du développement comme processus culmine dans l'ère de la consommation de masse, stade ultime de développement des sociétés. [...]

À la même époque et en réponse aux thèses de la modernisation s'est développé le courant des *dependentistas* porté par Raul Prebisch du CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes). En opposition quasi symétrique avec les thèses de la modernisation, les théories issues de ce courant réaffirment le caractère conflictuel des rapports Nord-Sud et avancent que le sous-développement s'explique d'abord et avant tout par les liens historiques et le colonialisme subis par les pays du tiers-monde. Il est donc attribuable aux rapports de domination et aux échanges inégaux entre les pays. [...]

Au milieu des années 1970, une nouvelle génération de théories prend forme autour de l'idée d'un «système monde» proposée par Emmanuel Wallerstein. Selon ce courant, le développement et le sous-développement s'inscrivent tous deux dans la dynamique d'ex-



FRÉDÉRIC DE LA MURE M.A.E.

L'idéal industriel est en train de basculer vers une autre conception du développement et du progrès qui inclut la préservation de l'environnement.

pansion et d'intensification du capitalisme à l'échelle mondiale. Le monde est soumis à un processus auquel sont assujettis tous les pays, et se subdivise en trois zones: centrale, semi-périphérique et périphérique, alors que les échanges entre ces pays sont inégaux.

Mais c'est l'avènement de la crise économique amorcée par le choc pétrolier des années 1970 et le processus de mondialisation qui s'en est suivi pendant les décennies 1980-1990 qui marqueront une rupture fondamentale dans la conception du développement. Alors que les économies du Nord sont déstabilisées et que la crise sonne le glas des Trente Glorieuses, le tiers-monde éclate en trois blocs: les pays pétroliers, les nouveaux pays industrialisés et les pays moins avancés. Les années 1980 sont qualifiées de décennie perdue pour le développement, alors que les pays du Nord tentent de sauver les meubles et que les pays du Sud se voient imposer des politiques d'ajustement structurel draconiennes.

Réinterprétation du concept

Le processus de mondialisation économique et financière vient transformer l'ordre international et bousculer les modes de régulation. Au cœur de cette mondialisation s'affrontent deux visions antinomiques du développement et de ses modalités.

Héritière de la modernisation, la première prône un développement porté par l'intensification des échanges qui nie la thèse des échanges inégaux et

repose sur des politiques de libre-échange, de privatisation et de déréglementation. La seconde est portée par l'idée d'une autre mondialisation reposant sur des contre-pouvoirs issus d'une société civile de mieux en mieux organisée et à la source de partenariats Nord-Sud inédits. Cette seconde vision s'inscrit dans la mouvance d'une réinterprétation du développement désormais dissocié de la croissance économique, de l'industrialisation et de la consommation, mouvance à laquelle participent la littérature et les discours sur le développement durable. [...]

Les débats entourant le développement durable s'articulent généralement autour de trois définitions que, par commodité, on peut qualifier de conservatrice, modérée et progressiste. La première définition, conservatrice, est courante dans les discours des gens d'affaires mais aussi chez certains responsables gouvernementaux. On y assimile croissance et développement en utilisant notamment les expressions «croissance durable», «rentabilité durable», etc. Cette représentation du développement durable s'appuie sur l'idée que «rentabilité et environnement vont de pair» et nie la contradiction possible entre l'intensification de l'activité économique et la préservation de la biosphère.

La deuxième définition puise sa source dans les travaux de plus en plus nombreux de l'économie environnementale et de l'économie écologique, pour lesquelles le développement durable nécessite un nouvel arrimage entre l'économie et l'écologie. [...] Mais en prônant la croissance zéro, cette seconde proposition n'emporte pas une large adhésion [...].

La troisième définition, dite progressiste, inclut la dimension du social comme élément incontournable du développement durable et se traduit par une conception tripartite où le social acquiert une importance égale à l'environnement et à l'économie. Popularisée par l'Union mondiale pour la conservation de la nature et explicitée par plusieurs chercheurs, la conception tripartite du développement durable s'est aujourd'hui institutionnalisée au point d'être reprise par la plupart des textes officiels et de servir de définition de référence, comme l'illustre bien le Plan de développement durable du Québec. [...]

Le texte intégral de cet article se trouve dans le numéro juillet-août 2005 de la revue Options politiques, disponible sur www.IRPP.org.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corviveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); José Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Claire Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Mungler (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (communisme), Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux-Soucy (surnuméraires); Pauline Gravel (sciences); Guillaume Bourguault-Côté (surnuméraires), Michel Garneau (caricatures); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (lecteurs), Renée Léo Guimont et Serge Paquin (lecteurs surnuméraires); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélar (théâtre et cabaret), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cultureurs spésiaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (média), Caroline Montpetit (livre), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels et musique), Frédérique Doyon (surnuméraires); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Rémy (pupitre), Philippe Piquin (surnuméraires), Éric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte, François Desjardins (surnuméraires); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti et Manon Cornélius (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Marilyse Hamelin, Alexandre Shields (communisme); La documentation: Gilles Paré (directeur), Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zermatis, Olivier Zaida. INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRIVAGE Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Lolé Sénéchal-Berthiaume, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc, Caroline Simard. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haecq (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adiointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

AIRBUS

SUITE DE LA PAGE 1

Après son dérapage, l'avion a pris feu au bord de l'autoroute 401, le plus important axe routier du pays. Une immense colonne de fumée noire s'est rapidement élevée de la zone boisée où l'avion a terminé son parcours. Une partie de l'aile de l'appareil pouvait être vue à travers les arbres, alors que la fumée et les flammes s'élevaient du centre du fuselage de l'avion.

Après l'accident, certains passagers ont gagné l'autoroute voisine, d'où ils ont été conduits à l'hôpital. Le trafic s'est vite engorgé sur la 401. Plusieurs voitures et camions roulant sur l'autoroute se sont arrêtés après l'accident pour secourir les passagers sortis de la carcasse.

Témoignages

Interviewé par la CBC, un passager, Roel Bramar, a déclaré avoir vu la foudre toucher l'appareil. «J'ai vu la foudre, peut-être l'avion avait déjà été frappé par la foudre, c'est pourquoi j'attends au moment où nous avons atterri, les lumières se sont éteintes», a-t-il dit. «J'ai eu l'impression que le pilote voulait faire descendre l'avion au plus vite parce qu'il y avait un tel orage.»

Selon un autre rescapé, Olivier Dubois, «tout a été très, très rapide. Dès que l'avion s'est arrêté, [le personnel de cabine] a immédiatement ouvert le côté de l'avion où ils ne pouvaient apercevoir de flammes et ils nous ont dit de sauter et nous avons tous commencé à sauter et à courir [...] Les gens criaient et paniquaient. Tout le monde était très stressé, mais ce qui est bien c'est que tout le monde a couru vers les sorties de secours. Tout le monde sautait aussi vite que

possible et courait dans tous les sens parce qu'on avait peur que l'avion explose à tout moment.»

Trafic détourné

Dans la foulée de l'incident, les avions qui faisaient route pour l'aéroport de Toronto ont été détournés vers Ottawa et d'autres destinations voisines. Montréal a d'ailleurs reçu une dizaine de vols déviés.

Air Canada prévoyait aussi des délais pour certains vols depuis Montréal, puisque des équipages devaient venir de Toronto pour prendre part à des vols en partance de Montréal. Douze autres vols, internationaux et domestiques, ont aussi été détournés vers l'aéroport d'Ottawa. Plus de 28 millions de passagers transitent annuellement par l'aéroport Pearson, situé dans la banlieue de Mississauga.

C'est la première fois depuis plus de 35 ans qu'un incident sérieux survient à cet aéroport, le plus achalandé des aéroports canadiens. En 1970, un jet DC-8 d'Air Canada, parti de Montréal et en route vers Los Angeles, s'était écrasé en tuant 109 passagers. En Amérique du Nord, le dernier grand crash d'avion s'est produit le 12 novembre 2001: 265 personnes sont alors mortes dans l'écrasement du vol 587 d'American Airlines.

L'Airbus A340, un quadricorps, a été considéré comme l'un des plus sûrs au monde, a été lancé en 1993 et a été fabriqué depuis à près de 500 exemplaires. La compagnie Air France en possède 23.

D'après Associated Press, Reuters, Presse canadienne

HARPER

SUITE DE LA PAGE 1

Officiellement, le parti refuse de confirmer les détails et ferme la porte à double tour lorsqu'il est question de chiffres précis, se contentant de dire qu'une annonce sera faite demain à Toronto par Stephen Harper, réuni avec ses troupes pour un court caucus d'une journée dans la Ville reine. La discrétion est aussi totale en ce qui a trait au coût d'une telle mesure appliquée à l'ensemble du pays.

Même auprès du gouvernement fédéral, les estimations pour tout le Canada sont difficiles à obtenir. C'est qu'il y a mésestimation sur la méthode de calcul. Alors que les défenseurs de cette idée de déduction d'impôt pour les transports en commun avancent une facture d'environ 100 millions de dollars par année, les fonctionnaires du ministère fédéral des Finances avaient plutôt évalué cette mesure à 265 millions par année.

C'était en février 2002, alors que Serge Nadeau, directeur de la division de l'impôt des particuliers au ministère, comparaisait devant le comité permanent des Finances de la Chambre des communes à l'occasion de l'étude d'un projet de loi sur le sujet présenté après-midi. Mais dans les rangs conservateurs, l'évaluation du projet est plus près des 100 millions que des 265 millions. Tout dépend des variables incluses dans le calcul, mais le ministère

des Finances n'a pas été en mesure de préciser au Devoir sa méthode de calcul hier, ni de fournir des chiffres plus récents.

Bon pour les transports en commun, estime Transport 2000

La mesure envisagée par le PC serait toutefois loin de profiter à l'ensemble des utilisateurs des transports en commun. En 2002, l'Association canadienne du transport urbain estimait à 3,1 millions le nombre d'utilisateurs réguliers des métro-autobus-train au Canada. Mais de ce nombre, tous ne sont pas des payeurs d'impôt, puisqu'il y a des étudiants, des personnes âgées et des travailleurs à faible revenu qui prennent le chemin de l'autobus et du métro chaque jour.

C'est déjà un bon début, estime toutefois les conservateurs. «Ce sera bon pour les grandes villes et les municipalités qui offrent des transports en commun. Un gouvernement conservateur veut favoriser l'utilisation du métro, du train et des autobus. Ça enlève de la congestion sur les routes, c'est bon pour l'environnement, pour la longévité des infrastructures routières qui sont moins achalandées, pour l'économie... bref, c'est une mesure avec plein d'avantages», a soutenu au Devoir l'attaché de presse de Stephen Harper, Dimitri Soudas.

Le gouvernement du Parti québécois de Bernard Landry avait proposé la même mesure dans son budget du printemps 2003, environ un mois avant d'être défait par le Parti libéral de Jean Charest. La facture annuelle assu-

mée par le gouvernement du Québec, si la mesure avait vu le jour, aurait alors été de 29 millions de dollars.

Pour Jean Léveillé, président de Transport 2000 Québec, un organisme versé dans la promotion des transports en commun, le plan envisagé par les conservateurs va dans le bon sens. «Ce n'est pas si dispendieux comme mesure et ce serait très bien accueilli dans le public, soutient-il. On revient chaque année avec cette demande, mais c'est la première fois que j'entends parler de cette idée au niveau fédéral.»

Selon lui, il faudrait faire attention aux champs de compétence des provinces, de qui relèvent les transports en commun, mais Jean Léveillé rappelle que le gouvernement fédéral est déjà partie prenante dans les investissements qui visent à retisser quelque peu le métro de Montréal. «Peu importe d'où ça vient, du fédéral ou du provincial, je ne plains pas un citoyen qui va se plaindre, dit-il. Ce n'est pas très cher pour attirer des électeurs. L'environnement, c'est populaire. Et il ne faut pas être un génie pour comprendre que favoriser les transports en commun, c'est retirer des véhicules de la route et, donc, diminuer la pollution.»

Selon l'Agence métropolitaine de transport (AMT), le transport dans les centres urbains est à lui seul responsable de 78 % de la pollution de l'air, de 30 % à 40 % des émissions de gaz à effet de serre et de 10 % des maladies respiratoires.

Le Devoir

Un militant pro-marijuana risque l'extradition

AMY CARMICHAEL

Vancouver — La justice canadienne ne doit pas extraire le militant pro-marijuana Marc Emery aux États-Unis, où il est passible d'une peine d'emprisonnement à vie, après l'avoir laissé vendre ouvertement des semences de marijuana au Canada pendant près de dix ans sans rien faire contre lui, a affirmé son avocat, hier.

Les autorités savaient ce qu'il en était, les autorités locales n'ont rien fait, a dit John Conroy en conférence de presse hier, après que son client ait obtenu une libération sous caution.

Marc Emery est accusé d'avoir vendu des graines de cannabis dans sa librairie de Vancouver et sur Internet. Il est le chef du Parti marijuana de Colombie-Britannique et dirige le magazine *Canabis Culture*.

Selon son avocat, Marc Emery a longtemps eu la permission tacite des autorités canadiennes de vendre des graines. Le ministère fédéral de la Santé a même conseillé à des personnes autorisées à posséder du pot pour des raisons médicales de se rendre sur Internet pour acheter des graines.

M. Emery, qui a été libéré contre une caution de 50 000 \$, est passible d'une peine allant de 10 ans à la prison à vie s'il est reconnu coupable aux États-Unis.

Presse canadienne

Un nouveau correspondant parlementaire

Le Devoir est heureux d'annoncer l'embauche d'Antoine Robitaille au sein de son équipe de journalistes. M. Robitaille, qui est entré en poste cette semaine, est affecté à la couverture de l'actualité parlementaire à Québec. Journaliste expérimenté, M. Robitaille collaborait déjà à divers titres au Devoir depuis plusieurs années. Il a également été chroniqueur et journaliste-rechercheur et journaliste en plus de collaborer à de nombreuses publications universitaires.



Antoine Robitaille

SUITE DE LA PAGE 1

Puis, c'est Lizzie Tukai, une jeune femme de 29 ans ayant travaillé pour le tribunal itinérant avant de devenir agente de probation dans trois villages de l'ouest du Nunavut, qui lance le bal. «Il n'y a absolument pas de conséquence [pour les viols et les abus sexuels]!», La raison, selon elle, se résume à la longueur des procédures.

«Lorsque le tribunal arrive dans le village, il y reste au mieux trois jours. Il y a plusieurs cas de mineurs et c'est ceux-là que la cour traite en premier. Cela dure entre un et deux jours. S'il reste du temps, on s'attaque aux dossiers des adultes, mais la plupart du temps, il faut reporter les causes à une autre fois.»

La prochaine visite du tribunal ne peut être que six mois plus tard, ajoute-t-elle. Alors, des causes vont d'ajournement en ajournement, jusqu'à ce qu'un avocat réclame l'arrêt des procédures. «Il s'écoule tellement de temps entre le crime reproché et le procès que cela n'en vaut plus la chandelle», résume-t-elle.

L'ex-juge de la Cour suprême du Canada Claire L'Heureux-Dubé, elle aussi présente au camp Béluga, en rajoute. L'absence de prison en territoire nordique aurait pour effet de réduire le nombre de condamnations pour ce genre de crime. Lorsqu'un jury est constitué, les membres hésitent à condamner un des leurs en sachant que la conséquence sera son «expatriation» vers le Sud, donc un éloignement de sa famille et de sa culture. Les condamnés au provincial sont dirigés vers Saint-Jérôme, à 1600 kilomètres de chez eux, ou alors à La Macaza, dans les Laurentides, pour ceux condamnés au fédéral.

Mme L'Heureux-Dubé raconte avoir rencontré des procureurs de la Couronne à Yellowknife et à Whitehorse, d'autres villes du Nord vivant des situations similaires, qui se disaient découragés. «On m'a dit que cela faisait 36 causes de viol en ligne qu'elles perdaient. J'ai parlé aux juges pour savoir ce qui se passait et ils m'ont dit: "Moi, je les aurais condamnés, mais le jury les a acquittés." Cela ne peut qu'avoir l'effet d'une douche

INUITES

froide», ajoute Mme L'Heureux-Dubé en parlant des autres femmes qui voudraient déposer une plainte.

Mary Thomassie, qui travaille à Kangirsuk dans une maison de transition pour les hommes en période de probation, avoue ne pas être chaude à l'idée d'envoyer des Inuits, tout criminels soient-ils, dans une prison du Sud. «Ils n'apprennent rien là-bas en prison, sauf à être encore plus violents. Et puis, il y a le temps qui est trop chaud et la culture qu'ils perdent.»

Plus tard, au cours d'une conversation à propos de la culture inuite, Liza Koperqualuk, une autre participante, critiquera aussi la trop grande miséricorde des Inuits, qu'elle qualifie par l'arrivée du christianisme dans la communauté, vers la fin du XIX^e siècle. «Avant, dans notre culture, la violence n'était pas tolérée. Une personne violente était expulsée de la communauté, même parfois mise à mort. Depuis l'arrivée de la chrétienté, nous avons cette idée qu'il faut pardonner. Jus- qu'au point où on oublie la douleur de la victime. Oui, il faut pardonner, mais il ne faut pas aller à l'extrême.»

Mme Koperqualuk touche une corde sensible. Les Inuits sont de très fervents anglicans. Ils prient avec conviction avant chaque repas et chaque début de réunion. A notre arrivée à Puvirnituq, une Inuit réalisa à osé demander quel type de spiritualité ils avaient avant l'arrivée des missionnaires. Longue discussion en inuktitut. Traduction pour les femmes du Sud: «Nous débattions pour savoir si le chamanisme existait avant l'arrivée des Blancs.» La ferveur religieuse atteint un point tel que certains flirtent avec le révisionnisme...

Quant à cette impression de justice laxiste, Mylène Jaccoud, criminologue à l'Université de Montréal ayant rédigé une thèse sur la justice dans le Grand Nord québécois, apporte quelques nuances. Elle avait pour cela résidé cinq mois à Puvirnituq et elle est de retour au camp Béluga.

«Le gros problème dans le Nord, c'est la justice expéditive. J'ai eu l'occasion d'assister à des procès et j'ai vu des avocats prendre connaissance de la cause de leur client pendant qu'ils le défendaient!»

FAKOLY

SUITE DE LA PAGE 1

Un membre d'une famille de griots. Son premier titre célèbre est *Mangercratie*, sorti en 1996, où il évoque la revendication des Africains de vouloir en finir avec les «craties» politiques en tous genres, pour laisser toute la place au «droit de tous à la soupe». Les deux derniers albums de Fakoly — *Françafrique*, enregistré en Jamaïque, chanté en français, en anglais et en dioula, et *Coup de gueule* — confirment le succès international de l'homme. *Françafrique* critique la politique française en Afrique, *Coup de gueule* appelle au rassemblement des forces pour contribuer à la lutte pour le continent africain, pour la cause altermondialiste, contre la corruption et les religions dénaturées.

Exil

Depuis douze ans que sa musique est diffusée ouvertement, Fakoly fait un malheur. Lorsqu'il a sorti *Coup de gueule*, le 2 octobre 2004, 20 000 personnes se sont donné rendez-vous au stade Modiko Keita de Bamako, la capitale du Mali. Le chanteur ivoirien avait l'espoir de lancer son album dans son pays natal, il avait même, paraît-il, imaginé jouer un petit avion pour faire l'aller-retour dans la journée entre la capitale malienne et Abidjan, mais il a dû abandonner le projet, jugé trop risqué pour sa sécurité et celle de son public. Lors d'une entrevue, il a déclaré que des individus ne voyaient pas sa venue d'un bon œil, et que «ça risquait de mal se passer».

Depuis trois ans, Fakoly est exilé au Mali et vit entre Paris et Bamako. Son nom se trouverait sur une liste des hommes à éliminer. À l'été 2002, alors qu'on lui interdisait de retourner à la maison, il a dû annuler la tournée qu'il avait programmée pour décembre. Pour rester en Côte d'Ivoire, dit-il, il lui aurait fallu se taire. Il s'en dit incapable. Son exil forcé ne l'a pas réduit au silence, loin de là.

Les pressions politiques, l'exil de continuer à la censure sont les prix à payer pour contribuer à militer.

La douleur de l'exil, Fakoly la vit durement. «À partir du moment où une personne est loin de chez elle et ne peut pas revenir librement parce qu'il y a des risques, du moment qu'on vit comme ça, c'est très difficile. Certains vous diront qu'il n'y a pas de problème, parce qu'Alpha Blondy n'a pu rentrer au pays. Les gens ne savent pas qu'Alpha n'a pas forcément pris position comme nous on l'a fait. Si je retourne aujourd'hui, ça peut être dangereux pour moi. Je vis difficilement l'exil, mais j'ai été bien accueilli au Mali. Je suis du peuple mandingue et ce peuple a sa base au Mali.»

Cette année, Fakoly a été censuré par le ministère des Affaires étrangères français. Le Quai d'Orsay a intimé à certaines radios publiques de ne pas passer le titre *Quitte le pouvoir*. «Malgré tout, dit Fakoly, nous sommes sur le chemin de la vérité.» Même en Côte d'Ivoire, Fakoly finit par être évincé. «Le pouvoir s'est réveillé un peu tard. Quand ils se sont réveillés, on avait vendu 75 000 albums en deux jours. Vous savez, en Afrique, les gens se parlent beaucoup. J'ai de la chance aujourd'hui que le public suive mon combat, à travers l'achat de mes albums, à travers le déplacement pour assister à mes concerts.»

Par contre, l'exil lui a appris beaucoup de choses. *Coup de gueule* est le disque le plus ouvert de la carrière de Fakoly, le plus international. Le succès de l'album *Françafrique* lui a permis de beaucoup voyager, notamment au Brésil et au Venezuela. De plus, les musiciens de la Jamaïque ont largement contribué au son si particulier des deux derniers albums. «Chaque fois que j'enregistre en Jamaïque, je passe ensuite en Afrique pour ajouter la couche africaine, des percussions, des balafons, etc.» Cette mixture est également densifiée par les guitares mandingues. Il en résulte que Fakoly rejoint même les oreilles réfractaires à la musique de combat qu'est le reggae.

En livrant bataille, Fakoly prépare l'avenir. «J'ai l'habitude de dire que notre objectif n'est pas de gagner tout de suite mais que nos enfants viennent nous dire qu'on a joué notre rôle et que c'est à eux de continuer. C'est com-

me ça que je vois les choses. Il y a beaucoup de choses à faire, et le plus important est que j'apporte ma contribution. On ne dira pas que les choses n'ont pas bougé du tout en Afrique. Par exemple, on a chanté La Politique France Africa/C'est du blaguer tuer pour démythifier la politique de la France dans les pays francophones. Vous verrez qu'il y a des choses qui se disent aujourd'hui par les jeunes, sur la politique de la France et la politique de l'Occident, qui ne se disaient pas dans mon temps. Ça veut dire que nous avons un peu contribué à libérer la parole, à dire à nos frères africains qu'il était possible pour nous de parler, si on n'est pas content. Le pouvoir nous a habitués à ne pas parler.»

La délivrance de la parole passe par la musique, mais Fakoly est aussi engagé auprès des jeunes musiciens pour contribuer à leur délier la langue. Il a notamment construit un studio à Bamako et fondé une association pour les jeunes musiciens. Le studio est disponible pour les jeunes qui font du reggae et du rap.

En musique, «les maquettes des jeunes montrent qu'ils ont compris que les artistes pouvaient changer beaucoup de choses». Fakoly cite en exemple le premier festival Africa Live, qui s'est tenu les 12 et 13 mars dernier à Dakar, la capitale du Sénégal. Pendant deux jours, Fakoly et d'autres célébrités de la musique africaine, solidaires, ont lancé un message au reste du monde dans le cadre du combat continué mené contre le paludisme. L'événement historique a été organisé par Youssou N'Dour.

Si Fakoly est engagé politiquement par la parole, pas question toutefois de suivre les traces d'un autre artiste auquel il est comparé, Fela Kuti. Kuti a formé un parti politique et s'est présenté aux élections. Le franc-parler est commun aux deux hommes, les deux se sont jetés dans la mêlée, mais Fakoly ne se voit pas à l'Assemblée nationale. «J'ai un rôle à jouer, celui d'éveiller les consciences, d'éduquer et d'informer. Je suis entre les politiques et la population.»

Le Devoir

Demain: Les Jeff Filion du Nunavik

Sudoku

	8		3				7	
2				6			9	
5	9	3			8			6
	2	9			4	8		
	4		1					9
				7	9			
8	1							
				4	9			8 5
9			2					4

0023

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait

plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

9	1	7	3	4	6	5	8	2
6	4	2	8	7	5	9	1	3
3	8	5	1	2	9	4	7	6
1	2	4	9	5	8	3	6	7
8	5	9	7	6	3	2	4	1
7	3	6	4	1	2	8	5	9
5	7	1	2	9	4	6	3	8
4	9	8	6	3	1	7	2	5
2	6	3	5	8	7	1	9	4

0022

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir, son siège est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333.

Le site Internet du Devoir: www.ledesvoir.com

Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
Par courriel abonnements@ledesvoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dans la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor World, St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division de Corporation Sun Media, 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Le Devoir